

**IMPORTATION DE 10 000
NOUVEAUX BUS**

**Les procédures
arrêtées par le
gouvernement**

P 16

INTÉGRATION COMMERCIALE AFRICAINE

L'IATF 2025, une vitrine pour l'Algérie

Du 4 au 10 septembre 2025, Alger accueillera la foire commerciale intra-africaine (IATF), le plus grand rendez-vous économique du continent. Avec plus de 44 milliards de dollars d'échanges attendus, l'événement représente une vitrine exceptionnelle pour l'Algérie, appelée à jouer un rôle central dans l'intégration commerciale africaine. P 3

- **Le Premier ministre par intérim s'enquiert des préparatifs**
- **Les poids lourds interdits de circulation pendant deux jours**



**AUTORITÉ DE
RÉGULATION DES
HYDROCARBURES**

**Les priorités du
nouveau président**

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) a un nouveau président. Amine Remini a été installé officiellement à la tête de cette institution stratégique, lors d'une cérémonie présidée par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. Il succède à Rachid Nadil, salué pour le travail accompli durant son mandat.

P 2

**BÂTIMENT,
AGROALIMENTAIRE,
ÉNERGIES**

**Les entreprises
algériennes
séduisent le marché
syrien**

Avec la participation de 14 entreprises représentant des secteurs stratégiques tels que le bâtiment, l'agroalimentaire et les énergies renouvelables, le pavillon algérien à la 62^e Foire internationale de Damas a suscité un vif intérêt auprès du public syrien et des diplomates. Une affluence qui ouvre la voie à de nouveaux partenariats et à des opportunités d'exportation prometteuses.

P 5

HYDROCARBURES

**L'américaine
Halliburton veut
renforcer ses
investissements en
Algérie**

Le Ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu hier au siège de son département ministériel, le vice-président de la société américaine «Halliburton» pour la région Afrique du Nord, Ahmed Helmy, en présence de cadres du ministère et du représentant de Halliburton en Algérie.

P 2

DEMANDE DE LA BOURSE
POUR LES NOUVEAUX ÉTUDIANTS
**Ouverture de la plateforme
jusqu'au 15 septembre** P 4

PROGRAMME EXPLORATOIRE
DES START-UP
**23 entreprises algériennes
en Slovénie à partir
du 20 septembre** P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX
**Le prix de l'or dépasse son
niveau record de 3.500
dollars l'once** P 4

STATION D'ÉPURATION DE CAP BLANC (ORAN)

Les travaux de réalisation touchent à leur fin

Les travaux de réalisation de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Cap Blanc, à l'Ouest d'Oran, touchent à leur fin, avec un taux d'avancement de 96%, a indiqué la directrice locale de l'Hydraulique, Nassima Tahri. Il s'agit d'une mini station monobloc, dont la capacité ne dépasse pas les 4.000 mètres cubes par jour, qui devra épurer les eaux usées du village de Cap Blanc, a-t-elle précisé. "L'impact de cette station est surtout écologique, étant conçue pour épurer les eaux usées avant leur déversement en mer", a-t-elle fait savoir, ajoutant que sa direction étudie, par ailleurs, la possibilité de leur réutilisation par les services de la commune dans le nettoyage et l'irrigation des espaces verts. Cette mini station monobloc, qui s'ajoute à celles de Cap Falcon et Mers El-Kebir, devrait être livrée et mise en exploitation, avant la fin de l'année en cours, selon la même source. La réalisation de cette infrastructure s'inscrit dans le cadre du programme national d'assainissement, a-t-elle expliqué, rappelant que la wilaya d'Oran a bénéficié de plusieurs projets d'assainissement, notamment la réalisation en cours des STEP de Oued Tlalat et Gdyl, ainsi que le programme de réhabilitation de la méga STP d'El Kerma.

ETUSA

Nouveau programme de transport public par bus à compter du 14 septembre

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, mardi dans un communiqué, un nouveau programme de transport par bus à l'occasion de la rentrée sociale (2025/2026), et ce, à compter du dimanche 14 septembre courant. Selon le nouveau programme, les premiers départs des bus de l'Entreprise à partir des stations sont prévus à 06h00, tandis que les derniers départs sont prévus à 18h30, avec une fréquence de passage, de 20 à 40 minutes pour les lignes urbaines, et de 40 à 60 minutes pour les lignes suburbaines. Quant aux lignes de nuit, les premiers départs sont prévus à 19h00, alors que les derniers départs sont prévus à 00h00 (minuit), selon l'établissement public. L'ETUSA a souligné par ailleurs que le programme spécial de la saison estivale, incluant les navettes vers les plages et les dessertes vers les Sablettes, prendra fin samedi prochain. Toutefois, le service spécial pour la prière du vendredi à Djamaa El Djazair sera maintenu comme à l'accoutumée, a jouté la même source.

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES HYDROCARBURES

Les priorités du nouveau président

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) a un nouveau président. Amine Remini a été installé officiellement à la tête de cette institution stratégique, lors d'une cérémonie présidée par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. Il succède à Rachid Nadil, salué pour le travail accompli durant son mandat.

Par Sirine R

Dans son allocution, M. Arkab a rappelé le rôle « pivot » de l'ARH dans la garantie de la transparence et de l'efficacité de la gestion des activités liées aux hydrocarbures, ainsi que dans la consolidation de la compétitivité de l'Algérie comme destination d'investissement. « L'Autorité constitue une pierre angulaire dans la concrétisation des réformes structurelles et le renforcement de l'attractivité de notre industrie énergétique », a-t-il affirmé, réitérant le soutien total du gouvernement aux missions de régulation. Le ministre a insisté sur les défis à venir, appelant l'ARH à intensifier ses efforts pour moderniser ses instruments de régulation, développer ses mécanismes de contrôle et contribuer activement à la préservation des ressources énergétiques nationales. S'appuyant sur l'expérience et les compétences reconnues de M. Remini, ancien directeur général des hydrocarbures au ministère, M. Arkab a souligné que cette nomination reflète la volonté de l'État de promouvoir les expertises nationales et de leur confier des responsabilités stratégiques. Dans son intervention, Amine Remini a exprimé sa gratitude au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au ministre de l'Énergie pour la confiance placée en lui. « J'assume cette mission avec un esprit de responsabilité et d'engagement, dans la continuité du travail institutionnel mené

par l'ARH depuis sa création en 2005 », a-t-il déclaré, en fixant les grandes priorités de son mandat. En effet, Il ouvrera au renforcement de la transparence et de la rigueur dans les mécanismes de régulation ; à l'ouverture de canaux de dialogue avec l'ensemble des acteurs du secteur ; à la modernisation des méthodes de travail et promotion de l'innovation et à la valorisation des compétences internes afin d'en faire un levier de performance. Le nouveau président a assuré que l'ARH restera un acteur stratégique au service de la souveraineté énergétique du pays, en veillant à l'équilibre du marché, à la création d'un climat concurrentiel et à l'accompagnement de la transition énergétique initiée par l'État.

HYDROCARBURES

L'américaine Halliburton veut renforcer ses investissements en Algérie

Par S R.

Le Ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu hier au siège de son département ministériel, le vice-président de la société américaine «Halliburton» pour la région Afrique du Nord, Ahmed Helmy, en présence de cadres du ministère et du représentant de Halliburton en Algérie. Selon un communiqué du ministère de l'Énergie, la rencontre a permis d'examiner «l'état des relations de coopération et de partenariat existantes entre Sonatrach et Halliburton», ainsi que les perspectives de leur développement futur. Les discussions ont porté notamment sur les opportunités de collaboration dans «l'exploration et le développement des champs pétroliers et gaziers, les services pétroliers, les solutions numériques et les technologies modernes, sans oublier la formation des ressources humaines». Les deux parties ont évoqué également les possibilités de coopération en matière d'exploration et de développement des champs de pétrole et de gaz, de services pétroliers, de solutions numériques, de technologies modernes et de formation des ressources humaines dans ces domaines, ajoute la même source. Dans ce cadre, M. Arkab a souligné l'importance de renforcer la coopération avec Halliburton, au regard

de ses relations historiques avec Sonatrach, insistant, par là même, sur le rôle clé des solutions numériques dans l'optimisation de l'exploitation des ressources nationales en hydrocarbures et la garantie de leur durabilité. Il a aussi appelé à développer les gisements et à augmenter les niveaux de production, en accordant une attention particulière à la promotion du contenu local, au développement des compétences nationales et au renforcement de la formation, réaffirmant le soutien du ministère à l'expansion des activités d'Halliburton en Algérie. Le ministre d'Etat a en outre souligné l'importance de diversifier le mix énergétique et de recourir davantage aux énergies renouvela-

bles, dans l'intérêt du secteur et de l'économie nationale, selon la même source. De son côté, M. Helmy a réaffirmé l'engagement de l'entreprise Halliburton à renforcer sa présence en Algérie, saluant les évolutions positives que connaît le secteur de l'énergie grâce aux réformes en faveur de l'amélioration du climat d'investissement. Il a également renouvelé l'engagement de l'entreprise à apporter les dernières solutions et les technologies avancées, à contribuer à la promotion du contenu local, à soutenir les efforts de formation et à établir des partenariats d'investissement mutuellement bénéfiques, conclut le communiqué.

APRUE

Lancement de la seconde phase du Projet «Promotion des Climatiseurs Performants»

Selma R.

Après le succès de la première phase, l'APRUE (Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie) a annoncé le lancement de la seconde phase du projet «Promotion des climatiseurs performants». Ce projet s'inscrit dans le cadre du « Programme National de Maîtrise de l'Énergie» et est mis en œuvre par l'APRUE pour le compte du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, a précisé l'APRUE dans un communiqué. L'objectif principal de cette initiative est de remplacer les anciens climatiseurs énergivores par des modèles plus effi-

caces, tout en offrant une aide financière de l'État pour alléger le coût de cet investissement.En remplaçant un climatiseur énergivore par un modèle plus performant, vous bénéficiez de nombreux avantages notamment en économies d'énergie jusqu'à 50% d'énergie en moins et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce projet contribuera également dans l'amélioration du confort avec une meilleure qualité de climatisation dans vos espaces et en particulier la réduction des dépenses avec des factures d'énergie allégées sur le long terme. Ainsi cette opération contribuera à la promotion de la production locale, en choisissant un modèle fabriqué par les entreprises nationales conventionnées avec l'APRUE.

Comment en profiter ?

L'inscription est simple et rapide. Il vous suffit de vous rendre sur la plateforme numérique **PDiP** de l'APRUE, de sélectionner le fabricant et le modèle parmi ceux proposés par les fabricants nationaux conventionnés avec l'agence, puis de bénéficier de l'aide financière, dans la limite du quota alloué. Rendez-vous sur la plateforme en ligne pour vous inscrire dès maintenant : <https://pnme.aprue.org.dz/> (<https://pnme.aprue.org.dz/>) Avec ce projet, l'APRUE continue de promouvoir la transition énergétique en Algérie, tout en contribuant à la réduction de la consommation énergétique nationale et à la lutte contre le réchauffement climatique.

INTÉGRATION COMMERCIALE AFRICAINE

L’IATF 2025, une vitrine pour l’Algérie

Du 4 au 10 septembre 2025, Alger accueillera la foire commerciale intra-africaine (IATF), le plus grand rendez-vous économique du continent. Avec plus de 44 milliards de dollars d’échanges attendus, l’événement représente une vitrine exceptionnelle pour l’Algérie, appelée à jouer un rôle central dans l’intégration commerciale africaine.

Par M. A.

Organisé par la Banque africaine d’import-export (Afreximbank), en collaboration avec la Commission de l’Union africaine et le secrétariat de la ZLE-CAf, ce rendez-vous d’envergure marque une étape décisive dans l’intégration économique africaine. Pour Mme Kanayo Awani, vice-présidente exécutive d’Afreximbank, invitée à la télévision algérienne, « l’Algérie a été choisie car elle a démontré non seulement une forte volonté politique et un enthousiasme réel à accueillir l’événement, mais aussi parce qu’elle dispose d’une économie diversifiée et d’infrastructures capables d’accueillir un tel sommet. Alger représente une véritable porte d’entrée vers l’Afrique ». La foire se veut plus qu’une simple exposition. Il constituera un marché continental où se croiseront investisseurs, industriels, entrepreneurs et décideurs politiques. « Nous estimons à près de 44 milliards de dollars la valeur des échanges commerciaux et d’investissements qui seront générés lors de cette édition », a souligné Mme Awani. Au programme : un forum sur le commerce et l’investissement, des rencontres B2B et B2G, mais aussi des espaces consacrés à l’innovation et à la créativité africaine. Des initiatives phares telles que le Creative Africa Nexus, qui

mettra en lumière les talents culturels du continent, ou encore le programme dédié aux start-up africaines, offriront une vitrine à la jeunesse et aux entrepreneurs innovants. Un hub de recherche et d’innovation permettra également de valoriser les prototypes et brevets africains, affirmant ainsi la place de la propriété intellectuelle dans la construction du futur économique du continent. Pour l’Algérie, l’événement est une opportunité sans précédent de mettre en avant ses secteurs stratégiques : agriculture, industrie manufacturière, construction et automobile. Les retombées économiques concerneront aussi des milliers de petites entreprises locales, de l’hôtellerie au transport en passant par la restauration. « Cette foire, c’est un moment pour l’Algérie. Aujourd’hui, le pays sera au centre de la scène africaine, et tout l’écosystème national, des PME aux grandes industries, en sortira gagnant », a affirmé l’invitée. L’IATF 2025 s’inscrit dans la stratégie globale d’Afreximbank, qui repose sur plusieurs piliers : la promotion du commerce intra-africain, l’appui à l’industrialisation et la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La banque a déjà financé 20 milliards de dollars de commerce intra-africain entre 2017 et 2021, et s’engage à mobiliser 20 milliards supplémentaires entre

2021 et 2026, avec un objectif de 40 milliards de dollars d’ici 2026. Parallèlement, de nouveaux outils financiers sont déployés, comme le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) qui permet de réaliser des transactions en monnaies locales, réduisant ainsi les coûts liés au change. Afreximbank a également lancé une plateforme KYC pour renforcer la transparence et sécuriser les échanges. « Ce que nous faisons, ce n’est pas seulement financer, c’est lever les barrières au commerce intra-africain, donner aux Africains les moyens de commercer entre eux et de prendre leur destin en main », a insisté Mme Awani. Alors que les gouvernements africains dépensent chaque année plus de 60 milliards de dollars dans les infrastructures, dont une large part profite encore à des entreprises non africaines, Afreximbank veut changer la donne en valorisant les capacités locales dans l’ingénierie, la construction et l’industrie. En accueillant l’IATF 2025, l’Algérie ne se contente pas de prouver son rôle moteur en Afrique, elle s’offre aussi une vitrine internationale et une occasion de renforcer ses partenariats économiques. Comme l’a conclu Mme Awani : « L’IATF, c’est l’Afrique qui prend son destin en main. Et pour Alger, c’est une opportunité historique qui ne doit pas être manquée ».

LE PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM S’ENQUIERT DES PRÉPARATIFS

Alger prête à accueillir l’IATF 2025

Par Réda Hadi

À j-1 de l’ouverture de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), les préparatifs battent leur plein. Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, s’est rendu hier sur les lieux pour inspecter les derniers aménagements. Accompagné de plusieurs responsables, il a insisté sur l’achèvement des travaux dans les délais impartis, tout en soulignant la nécessité d’accorder une attention particulière aux détails esthétiques afin de donner une image honorable de l’Algérie et laisser une impression positive aux visiteurs étrangers. Cette

édition de l’IATF devrait réunir plus de 2 000 exposants, avec la participation de délégations issues de 140 pays et près de 35 000 visiteurs professionnels. L’événement ambitionne de générer des accords commerciaux et d’investissement d’une valeur estimée à 44 milliards de dollars. Le Palais des expositions a été transformé en un vaste chantier pour offrir des infrastructures modernisées : rénovation des halls et bureaux, réaménagement des espaces extérieurs, réhabilitation des escaliers mécaniques, création d’entrées adaptées aux personnes à besoins spécifiques et installation d’un système de climatisation sophistiqué. En parallèle, l’Algérie a renforcé ses infrastructures de

transport pour faciliter le déplacement des participants. L’achèvement de la Route de l’unité africaine reliant sept pays, ainsi que de la route transfrontalière Algérie-Mauritanie via Tindouf et Zouérate, illustre cet effort d’intégration régionale. Des mesures ont également été prises pour simplifier les formalités de voyage, conformément aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à une coordination optimale entre les différentes parties prenantes. L’IATF 2025 s’étendra sur l’ensemble des pavillons du Palais des expositions et accueillera environ 200 entreprises algériennes aux côtés de 1 800 sociétés africaines et internationales. Les médias disposeront d’espaces dédiés, notamment

au niveau du pavillon central et de « Dar El Djazaïr ». La Banque africaine d’import-export (Afreximbank), initiatrice de l’événement, a choisi d’installer son stand sur une large superficie au cœur du site, tandis que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) disposera également d’un espace pour promouvoir les échanges et investissements intra-africains. Cet événement illustre les ambitions de l’Algérie en matière de diversification économique, de promotion du commerce intra-africain et de consolidation de partenariats stratégiques. Placée sous le slogan « Passerelle vers de nouvelles opportunités », l’IATF 2025 s’annonce comme un rendez-vous économique majeur pour le continent.

IATF 2025

La wilaya d’Alger trace un programme culturel et sportif diversifié

Un programme culturel et sportif riche et diversifié, dédié à l’animation de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), prévue du 4 au 10 septembre en cours, a été élaboré par la wilaya d’Alger, a déclaré, lundi, le responsable de l’animation auprès de la wilaya d’Alger, Ali Mokrani. S’exprimant lors d’une rencontre avec la presse, organisée au tunnel de la Grande poste à Alger-Centre, M. Mokrani, accompagné de responsables de

différentes directions et établissements publics de la wilaya, a indiqué que cette initiative, dont les activités débutent ce lundi, visent à accompagner cet important événement international que s’apprête à accueillir Alger. Se déclinant entre spectacles artistiques, expositions d’artisanat traditionnel et d’arts plastiques, ce programme d’animation compte 170 activités, dont 130 spectacles artistiques qui se dérouleront sur les espaces pu-

blics d’Alger, explique M. Mokrani. Dans le but de mettre en valeur le patrimoine culturel et artistique algérien, précise encore le même responsable, 25 expositions d’artisanat traditionnel, des métiers d’art, des arts plastiques et des arts environnementaux sont également au programme et se tiendront dans les salles et galeries d’exposition, les parcs, les places publiques ainsi que dans les établissements hôteliers d’Alger. Ce programme inclura également l’or-

ganisation d’activités sportives avec, notamment, un spectacle de fantasia et d’arts traditionnels, prévu le 6 septembre au centre équestre de l’Office des parcs et des loisirs d’Alger (OPLA). Par ailleurs, des circuits touristiques mettant en valeur les monuments historiques, religieux et culturels les plus emblématiques de la capitale, seront organisés à l’intention des délégations participantes et des citoyens, conclut la même source.

IATF 2025 /WILAYA D'ALGER

Les poids lourds interdits de circulation pendant deux jours

La wilaya d’Alger a annoncé, mardi dans un communiqué, l’interdiction de circulation des poids lourds au niveau de la wilaya pendant deux jours à compter de ce soir à 23h59, afin d’assurer la fluidité du trafic routier durant la tenue de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). "Pour assurer la fluidité du trafic routier durant la tenue de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), tous les poids lourds sont interdits de circulation au niveau de la wilaya d’Alger pour une durée de deux (2) jours, du 2 septembre 2025 à 23h59 au 4 septembre 2025 à 23h59", lit-on dans le communiqué. "Sont exclus de cette décision d’interdiction les camions de ravitaillement en carburant, les camions d’approvisionnement en denrées alimentaires, les camions de travaux relevant des établissements publics de la wilaya, les camions relevant des services communaux, les camions d’approvisionnement des hôpitaux en oxygène, les camions relevant des services d’intervention de la SEAAL et de Sonelgaz et les camions relevant des services d’Algérie Télécom et des opérateurs de téléphonie mobile", ajoute la même source. Les services de la wilaya d’Alger informent aussi l’ensemble des citoyens de "la fermeture provisoire de l’espace de loisirs Forêt de Bouchaoui, dans la circonscription administrative de Chéraga, durant la période allant du 2 septembre 2025 à 23h59 au 5 septembre 2025 à 06h00".

DEMANDE DE LA BOURSE
POUR LES NOUVEAUX
ÉTUDIANTS

Ouverture de la
plateforme jusqu’au
15 septembre

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture de la plateforme de demande de la bourse pour les nouveaux bacheliers, et ce jusqu'au 15 septembre courant. Dans ce cadre, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe les nouveaux étudiants de l'ouverture de la plateforme de demande de la bourse de l'étudiant, "du 1er au 15 du mois de septembre courant", précise la même source. Le ministère souligne que les concernés doivent déposer un seul document: "le relevé des émoluments des parents", via le lien <https://progres.mesrs.dz/eminha/login.xhtml> .

MÉTAUX PRÉCIEUX

Le prix de l’or
dépasse son niveau
record de 3.500
dollars l’once

L'or a grimpé en flèche jusqu'à atteindre un nouveau sommet historique de 3.501,59 dollars l'once, surpassant son dernier record d'avril de 3.500,10 dollars, dans les premiers échanges en Asie mardi. Les investisseurs achètent du métal jaune, délaissant le dollar, valeur refuge concurrente, en raison de la forte probabilité d'une baisse des taux américains en septembre et d'inquiétudes sur l'indépendance de l'institution monétaire.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

36 morts et 2252 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 2252 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus durant la période du 24 au 30 août dernier à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran, avec 3 morts et 97 blessés dans 70 accidents, précise la même source. En outre, la Protection civile a enregistré, durant la même période, le décès de 13 personnes par noyade en mer et 5 dans des réserves d'eau. Cependant, le dispositif pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de

5023 personnes d'une mort certaine, la prise en charge de 1401 personnes sur les lieux et l'évacuation de 275 autres vers les structures sanitaires locales. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2501 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (289 incendies), Skikda (134) et Annaba (131). D'autre part, le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 211 incendies à travers plusieurs wilayas du pays, conclut le bilan.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,31	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 414,00	1409,00	-0,35	-0,32	-0,51	9,06	5,52	20528	28 923 952,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	NC	0,00	-5,97	-1,69	6,22	6,84	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 280,00	2280,00	0,00	-0,08	0,40	10,87	5,48	4757	10 845 960,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,22	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-1,54	-5,32	3,63	5,47	0	0,00

BAD

Le Mauritanien Sidi Ould Tah prend
ses fonctions à la tête de la banque

Le nouveau président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD) le Mauritanien, Sidi Ould Tah, a pris officiellement ses fonctions, lundi, lors d'une cérémonie tenue au siège de l'institution à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Cette cérémonie de prestation de serment s'est déroulée en présence du président de la Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara et du président de la Mauritanie, M. Mohamed Cheikh El Ghazouani, ainsi que des responsables d'institutions financières régionales et in-

ternationales, gouverneurs de banques centrales et des représentants du secteur privé et de la société civile. M. Ould Tah a été élu à la tête de la BAD, en mai dernier, lors des Assemblées annuelles de la banque, avec plus de 76% des voix du Conseil des gouverneurs, composé des ministres des Finances, de l'Economie et des gouverneurs de banques centrales des pays membres du groupe BAD. Il est le 9e président de la BAD, succédant au Nigérien Akinwumi Adesina, qui a dirigé cette institution panafricaine depuis

2015. Ancien ministre de l'Economie et des Finances de son pays, Sidi Ould Tah a dirigé pendant une décennie la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Créée en 1964 et basée à Abidjan, la BAD regroupe 81 membres, dont 54 pays africains avec un capital de 318 milliards USD, faisant d'elle la première institution multilatérale de développement du continent. L'Algérie, membre fondateur, en est l'un des principaux actionnaires régionaux.

UFC

Réunion de coordination en prévision
de la nouvelle rentrée universitaire

L'Université de la formation continue (UFC) "Didouche Mourad" a tenu, lundi à Alger, une réunion de coordination pour examiner la disponibilité de ses différents services et structures, en prévision de la rentrée universitaire 2025/2026, indique un communiqué de l'Université. La réunion, présidée par le recteur de l'UFC, Yahia Djaafri, a permis d'aborder "un nombre de points clés relatifs aux préparatifs pédagogiques et organisationnels, notamment dans la perspective d'accueillir près de 6.000 nouveaux bacheliers de la session de 2025". Il a également été annoncé "l'ouverture de plateformes pédagogiques numériques le 20 septembre en cours", a précisé la même source. Dans ce cadre, "une semaine nationale d'information sur l'E-learning sera organisée du

23 au 30 septembre courant, à travers l'ensemble des centres au niveau national. Elle sera ponctuée par plusieurs activités, telles que des ateliers de formation, des conférences d'orientation et des présentations pratiques, afin de sensibiliser la communauté universitaire à l'importance de la transformation numérique et à son rôle dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur", a ajouté le communiqué. A cette occasion, le recteur de l'UFC a invité tout un chacun à "redoubler d'efforts pour la réussite de la rentrée universitaire, qui constitue une étape déterminante dans le processus de développement de l'université et la réalisation de ses objectifs stratégiques", conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 31 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Août 2025

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		دج / كغ			
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	66	51	البطاطا
	Tomate	77	93	62	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	509	584	434	الثوم الجاف
	Carotte	100	112	88	الجزر
	Navet	125	139	112	لفت
	Poivron	96	109	83	الفلفل الاخضر
	Piment	118	138	99	الفلفل الحار
	Courgette	100	113	87	الكوسة
	Haricot vert	202	228	177	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	132	146	118	الخس
Fruits frais	Pomme locale	337	413	262	التفاح المحلي
	Datte	594	713	475	التمر
	Banane	437	450	422	الموز
	Melon	84	94	74	البطيخ الاصفر
	Pastèque	74	84	65	البطيخ الاحمر
	Raisin	221	281	162	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1813	1933	1693	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	356	368	344	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

BÂTIMENT, AGROALIMENTAIRE, ÉNERGIES

Les entreprises algériennes séduisent le marché syrien

Avec la participation de 14 entreprises représentant des secteurs stratégiques tels que le bâtiment, l’agroalimentaire et les énergies renouvelables, le pavillon algérien à la 62 Foire internationale de Damas a suscité un vif intérêt auprès du public syrien et des diplomates. Une affluence qui ouvre la voie à de nouveaux partenariats et à des opportunités d’exportation prometteuses.

Par Mourad A.

La 62^e édition de la Foire internationale de Damas a mis en lumière le savoir-faire algérien. Le pavillon national, regroupant 14 entreprises publiques et privées issues de secteurs clés comme le bâtiment, les travaux publics, les énergies renouvelables, l’agroalimentaire et les cosmétiques, a attiré une foule nombreuse, composée à la fois de visiteurs syriens, de diplomates étrangers et de personnalités officielles. Pour Abdellah Daif Houari, directeur par intérim des mécanismes de soutien aux exportations au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cette participation reflète la nouvelle orientation du pays. « La présence de l’Algérie dans ce genre de manifestation illustre la volonté des autorités publiques de diversifier les marchés et de faire connaître le produit algérien bien

au-delà du continent africain », a-t-il déclaré lors de son passage à la télévision algérienne. Les échanges organisés dans le cadre de la foire ont permis aux opérateurs économiques algériens de rencontrer leurs homologues syriens afin d’explorer de nouvelles pistes de coopération. « Des discussions sont en cours pour concrétiser plusieurs projets d’accords entre les deux parties. Nous voulons que cette participation se traduise par des partenariats concrets et durables », a expliqué M. Houari. Ce succès n’est pas isolé. Quelques jours avant la foire de Damas, l’Algérie avait déjà marqué sa présence au salon de Slovénie, tenu du 23 au 28 août, où dix accords commerciaux ont été signés. « Nous avons désormais une feuille de route claire : être présents dans les plus grands salons internationaux et positionner le produit algérien dans des

marchés variés », a ajouté le responsable. La participation algérienne à ce type d’événements est soutenue par une politique publique volontariste. L’État prend en charge jusqu’à 80 % des frais liés à la participation, allant de l’aménagement des stands au transport logistique des échantillons. « Le rôle du ministère est d’alléger la charge pour les entreprises, afin qu’elles se concentrent sur la qualité de leur produit et sur la conclusion de contrats », a souligné M. Houari. Cette stratégie permet aux entreprises de se présenter dans des conditions optimales et de bénéficier d’un encadrement institutionnel. Des représentants du ministère accompagnent systématiquement les délégations pour faciliter les rencontres avec les partenaires étrangers et assurer un suivi. Le pavillon algérien à Damas a également bénéficié de visites officielles de haut niveau, confirmant l’intérêt suscité

par les produits nationaux. Le public syrien, tout comme les diplomates présents, ont manifesté leur curiosité et leur enthousiasme pour les produits algériens. Pour Abdellah Daif Houari, cette dynamique est porteuse d’avenir : « Nous voulons que la Syrie devienne une porte d’entrée pour le produit algérien vers d’autres marchés du Moyen-Orient. L’attrait constaté lors de cette foire nous conforte dans notre ambition d’élargir nos débouchés ». Après Damas, l’Algérie se prépare à enchaîner avec d’autres rendez-vous internationaux majeurs, notamment le salon de Moscou, dédié à l’agroalimentaire, puis le salon de Madrid, considéré comme le plus grand au monde dans ce secteur. Une présence qui confirme la volonté de l’Algérie de s’imposer comme un acteur exportateur crédible, au-delà des hydrocarbures, et de bâtir des partenariats économiques solides à l’international.

SUITE À LA PERTE DU MARCHÉ ALGÉRIEN

Les exportations françaises du blé plongent

Par M. A.

Le rapport d’Argus Media souligne une chute libre des exportations françaises de blé hors Union européenne en 2025-2026. La perte du marché algérien, client historique de la France jusqu’à fin 2024, accentue cette tendance et contribue à des stocks record, fragilisant davantage la compétitivité du blé tricolore sur la scène mondiale. Selon les dernières prévisions d’Argus Media, la France devrait exporter 8 millions de tonnes de blé vers les pays hors Union européenne au cours de la campagne 2025-2026. Un volume qui, bien que conséquent,

représente le troisième plus bas niveau de la décennie. Cette contre-performance s’explique en grande partie par la perte du marché algérien, qui constituait jusqu’à la fin 2024 l’un des débouchés les plus importants pour le blé français. L’Algérie, premier importateur africain de céréales, a longtemps été considérée comme un partenaire privilégié de la filière céréalière française. Sa décision de se détourner du blé tricolore, au profit d’autres fournisseurs, a bouleversé l’équilibre des exportations. Argus estime que la France terminera la campagne 2025-2026 avec 4 millions de tonnes de blé en stock, soit le plus haut niveau enregistré

depuis deux décennies. Cette accumulation traduit non seulement la difficulté à écouler les volumes disponibles, mais aussi la perte de débouchés commerciaux qui auraient pu absorber l’abondante récolte de cette année. Avec une production évaluée à 33,4 millions de tonnes, en nette hausse par rapport à la récolte catastrophique de 2024 (25,6 Mt), la France aurait pu espérer retrouver de la vigueur sur le marché mondial. Mais la conjoncture internationale défavorable limite sérieusement ses marges de manœuvre. Au-delà de la perte du marché algérien, la France doit faire face à une concurrence accrue sur le marché

mondial du blé. La Russie s’impose encore comme un acteur dominant, avec une production projetée de 86,1 Mt, soit la troisième plus importante de son histoire. L’Ukraine, malgré le contexte difficile, affiche une récolte de 21,9 Mt. En Europe, l’Espagne, la Roumanie et la Bulgarie annoncent des récoltes record, ce qui accentue la pression sur les prix. Dans l’hémisphère sud, l’Australie et l’Argentine profitent de conditions climatiques favorables et de stocks initiaux confortables pour renforcer leur compétitivité. Résultat : les exportateurs français peinent à s’imposer, d’autant que la vigueur de l’euro face au dollar réduit encore leur attractivité sur

le marché international. Cette situation pèse directement sur les producteurs français. Argus calcule que le prix actuel du marché, estimé à 193,50 €/t CPT Rouen, est environ 30 €/t en dessous du seuil de rentabilité des exploitants. En d’autres termes, les agriculteurs vendent aujourd’hui à perte. Sans débouchés suffisants et face à la pression concurrentielle, la filière céréalière française risque de connaître une crise prolongée. Seule une hausse inattendue de la demande mondiale, une rupture dans l’offre internationale ou de nouvelles tensions géopolitiques pourraient inverser la tendance.

PROGRAMME EXPLORATOIRE DES START-UP

23 entreprises algériennes en Slovénie à partir du 20 septembre

Par R.E.

Vingt-trois (23) start-up algériennes se rendront, à partir du 20 septembre, en Slovénie dans le cadre du programme exploratoire des start-up, avec pour objectif de renforcer leurs expertises et d’élargir leurs perspectives en s’inspirant d’un écosystème entrepreneurial pionnier dans le domaine. La délégation qui s’apprête à effectuer ce déplacement en Slovénie, a achevé, lundi, une formation préparatoire intensive abritée au siège de l’accélérateur public "Algeria Venture". Les participants y ont reçu un perfectionnement en techniques de communication, en méthodes de présentation de projets devant les investisseurs et le public, ainsi qu’une initiation aux spécificités culturelles du pays hôte. La délégation comprend près de 30 participants, représentant des start-up actives

dans divers domaines, dont la fintech, le e-commerce, l’agriculture intelligente, le tourisme et l’organisation de manifestations, en plus de représentants de 3 incubateurs d’affaires, selon les explications fournies à cette occasion. Durant leur séjour de 15 jours, les participants auront l’opportunité de visiter plusieurs pôles technologiques, d’échanger avec des leaders de l’innovation, de partager des expertises avec leurs homologues internationaux, et d’explorer des opportunités de coopération stratégique avec des entreprises locales et internationales, selon les mêmes explications. La Slovénie a été ajoutée comme quatrième destination du programme exploratoire des start-up, aux côtés des Etats-Unis d’Amérique, de la Chine et de la Corée du Sud. Ce programme est organisé sous l’égide du ministère de l’Economie de la

connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Supervisant en compagnie du chargé d’affaires de l’ambassade de Slovénie en Algérie, la clôture de la formation préparatoire, la secrétaire générale du ministère, Nassima Arhab, a affirmé que cette nouvelle destination, qui conduira les innovateurs algériens d’abord à Ljubljana avant de rejoindre d’autres villes considérées comme des pôles industriels et économiques en Slovénie, intervient conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à soutenir les programmes d’exploration et les visites de travail et à renforcer les relations diplomatiques et économiques unissant les deux pays. Elle a ajouté que ce voyage exploratoire vise à "promouvoir la coopération économique bilatérale entre l’Algérie et la Slovénie, en permettant aux startup algériennes de s’intégrer dans l’un des

écosystèmes européens les plus dynamiques en matière d’entrepreneuriat, ce qui leur permet de bénéficier d’expériences réussies et d’accéder aux marchés local et européen". Pour sa part, le chargé d’affaires de l’ambassade de Slovénie en Algérie, Miha Sinigoj, a souligné que la participation, pour la première fois, d’une délégation de startup algérienne en Slovénie, représente un apport qualitatif aux relations bilatérales, qui connaissent un niveau excellent sur les plans politique et économique, notamment après la visite effectuée par le président de la République dans ce pays. Il a ajouté que "d’importants potentiels existent dans ce domaine, permettant à l’Algérie et à la Slovénie de partager leurs expertises et de promouvoir leurs contributions conjointes, à même de renforcer davantage les liens privilégiés entre les deux pays".

TIPASA

Quatre établissements de santé dotés de nouvelles ambulances

Quatre établissements de santé à Tipasa ont été dotés de nouvelles ambulances équipées des dernières technologies pour le transport des cas urgents, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Dans le cadre du programme de renforcement des structures sanitaires en moyens de transport des malades, le wali, Ali Moulai, a supervisé dernièrement la remise de ces quatre (4) ambulances médicalisées aux polycliniques de Menaceur et Hattatba, à l'unité des urgences médicales de Damous et à l'établissement public hospitalier (EPH) de Hadjout. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme global portant sur l'acquisition de sept (7) ambulances modernes, dont deux (2) financées sur le budget de la wilaya, afin de pallier au déficit constaté en la matière et d'assurer une meilleure prise en charge des malades. En juin dernier, trois (3) ambulances ont été distribuées dans le cadre du même programme au profit des EPH de Tipasa et de Hadjout ainsi que de l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant de Tipasa, selon la même source.

SÉTIF

Distribution de 10 camions à benne tasseuse à autant de communes

Au total, 10 camions à benne tasseuse ont été distribués, lundi, à autant de communes de la wilaya de Sétif afin d'améliorer le service public en matière de ramassage des déchets ménagers et autres détritux. La distribution de ces camions spécialement conçus pour la collecte des déchets a été supervisée par le secrétaire général de la wilaya, Abdelfettah Benguergoura, en présence des présidents des Assemblées populaires communales concernées. Cette action s'inscrit dans le cadre du renforcement des moyens matériels et logistiques des collectivités locales, afin d'améliorer le service public et, partant, le cadre de vie du citoyen, a-t-on indiqué à la wilaya. Selon la même source, l'acquisition des camions, saluée par les présidents d'APC bénéficiaires, a été financée par la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

OUARGLA

Lancement d'une campagne de sensibilisation et de prévention des accidents de la route

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Ouargla a lancé, lundi au barrage fixe jouxtant l'intersection de la Route nationale RN-49 et le Champ pétrolier de Haoud-Berkaoui, une campagne de sensibilisation et de prévention des accidents de la route.

Organisée en collaboration avec la direction des transports (DT), l'Association nationale de la sécurité routière (ANSR) et la Délégation de la sécurité routière (DSR) de la wilaya d'Ouargla, cette campagne a pour objectif de prodiguer des conseils aux usagers de la route et de les inciter à respecter le code de la route, a indiqué le commandant par intérim de l'Escadron territorial de sécurité routière de la GN, le capitaine Amine Hedna. Elle s'adresse principalement aux conducteurs de bus de transport de voyageurs, véhicules utilitaires et poids lourds, notamment après plusieurs accidents de la circulation survenus récemment à travers le pays, impliquant des conducteurs de ce type de

véhicules, a-t-il ajouté. D'importants moyens humains et matériels, dont des radars de contrôle de la vitesse et des appareils de dépistage de drogue, d'alcool et de psychotropes, ont été mobilisés dans le cadre de cette campagne qui s'étalera jusqu'au 11 septembre courant. Dans le même sillage, le même officier a également fait savoir qu'un nombre important d'accidents de la route (corporels et mortels) a été enregistré sur le territorial de compétence l'escadron territorial de sécurité routière de la GN à Ouargla, depuis le début de l'année en cours, précisant que l'excès de vitesse et le non-respect du code de la route figurent parmi les causes de ces accidents.

De son côté, le premier responsable de l'antenne locale de l'ANSR, Belkacem Assila, a mis en avant l'importance de cette initiative visant à sensibiliser les usagers de la route, signalant que pas moins de 400 dépliants informant sur les bonnes pratiques en matière de la sécurité routière seront distribués à l'occasion. Par ailleurs, Allal Chachoua, membre de la DSR a souligné la nécessité d'ancrer la culture du signalement de la conduite dangereuse des chauffards, en exploitant tous les moyens disponibles, notamment les réseaux sociaux, et ce afin de réduire les accidents de la route qui entraînent des pertes humaines.

RELIZANE

Forte affluence des parents au Salon commercial des fournitures scolaires

Le Salon commercial dédié aux fournitures scolaires, organisé lundi à l'initiative de la direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya de Relizane, en coordination avec la Chambre de commerce et de l'industrie "Mina", connaît une affluence considérable de la part des parents venus acheter les articles scolaires, proposés à des prix abordables. Selon Abdelhakim Guezzene, di-

recteur du Commerce de la wilaya, cette manifestation, ouverte officiellement lundi soir à la maison de l'artisanat et des métiers du chef-lieu de la wilaya, se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre. Elle enregistre la participation de grossistes, d'artisans, ainsi que des entreprises publiques et privées spécialisées dans la fabrication de vêtements, tabliers et cartables. La même source a précisé que ce

salon s'inscrit dans le cadre des orientations du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, visant à fournir les fournitures scolaires aux élèves et à permettre aux parents d'acheter les manuels et autres articles à des prix raisonnables. Le salon comprend également un espace dédié aux livres scolaires des trois cycles d'enseignement, géré par la représentation locale de l'Office national des publica-

tions scolaires (ONPS), a ajouté le responsable, précisant que des salons similaires seront ouverts dans les prochains jours dans les communes de Djidiouia, Oued R'hiou et Mazouna. De leur côté, les visiteurs ont salué cette initiative qui leur offre l'opportunité d'acquérir toutes les fournitures scolaires dans de bonnes conditions et à des prix accessibles, à l'approche de la rentrée scolaire.

CHLEF

Ateliers sur l'intelligence artificielle au festival culturel local "Lecture en fête"

Le festival culturel local "Lecture en fête", ouvert lundi à la bibliothèque principale de lecture publique Mohamed Boumahdi de Chlef, propose cette année plusieurs ateliers destinés aux enfants, dont deux consacrés à l'intelligence artificielle, à la programmation et à la robotique, a-t-on appris des organisateurs. Placée sous le thème "L'enfant à l'ère de l'intelligence artificielle", la manifestation allie activités théâtrales, expositions de livres et ateliers, a indiqué la directrice de la bibliothèque, Leila Merzoug. Elle vise à promouvoir la lecture au-

près des enfants, tout en les sensibilisant à un usage réfléchi et constructif des outils numériques, a-t-elle ajouté. Outre les traditionnels ateliers de lecture, de dessin et d'arts plastiques, deux nouveaux ateliers dédiés à l'intelligence artificielle et à la robotique ont été programmés pour les enfants de plus de 10 ans. Les ateliers, encadrés par de jeunes spécialistes, ont suscité un intérêt notable, permettant aux enfants participants d'acquérir des notions de base utiles pour leur parcours scolaire et social. La première journée du festival a égale-

ment été marquée par des expositions de livres, des spectacles artistiques, des animations ludiques ainsi que des conférences sur la littérature jeunesse, le livre numérique et l'intelligence artificielle. Prévue jusqu'au 8 septembre, la manifestation se poursuivra avec diverses activités au niveau de la bibliothèques et ses deux annexes, outre des caravanes culturelles dans les communes de Labiod Medjadja et Zeboudja, ainsi que des représentations théâtrales et des concours culturels et intellectuels, selon les organisateurs.

CONSTANTINE

Plus de 600.000 unités de pétards et de produits pyrotechniques saisies à Ali-Mendjeli

Les éléments de la Brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) de la sûreté de daïra d'Ali-Mendjeli (Constantine) ont saisi plus de 600.000 unités de pétards et de produits pyrotechniques, provenant de la contrebande et destinées à la vente, et arrêté 7 individus, a appris l'APS, lundi, auprès du bureau de communication de la sûreté de wilaya. Les éléments de la BMPJ ont opéré à la

suite d'informations signalant la présence d'individus suspects se préparant à écouler d'importantes quantités de pétards et de produits pyrotechniques à bord d'un véhicule utilitaire circulant dans la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, selon la même source. Une surveillance des individus en question a aussitôt été enclenchée dans le cadre d'un plan qui a permis l'arrestation de 5 individus

se trouvant à bord du véhicule utilitaire dont la fouille a abouti à la découverte d'un sac en plastique contenant 21.735 unités de pétards et de produits pyrotechniques, a-t-on ajouté. L'enquête approfondie diligentée après la conduite des suspects au siège de la Brigade a permis de découvrir et de saisir une importante quantité de ces produits prohibés, soit, en tout, plus de 600.000 unités stockées dans

un magasin situé au bas d'un immeuble d'Ali-Mendjeli, avec interpellation de deux autres individus, selon la même source. Un dossier pénal a été élaboré dès la finalisation des procédures légales d'usage, avant la présentation des 7 individus arrêtés devant le parquet pour les délits de "contrebande, stockage et commercialisation illicite de pétards et autres produits pyrotechniques".

Compétition, guerre et innovation

La guerre est une rupture violente de la compétition, elle vise à transformer les champs et les règles de la compétition, mais elle n’en a plus le pouvoir. La force est maintenant diffuse. Le pouvoir appartient à l’innovation, destruction créatrice ou création destructrice.

2^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

La production coloniale répondait à la consommation métropolitaine, la consommation coloniale répondait à la production métropolitaine. Consommer davantage ce n’était pas accumuler, ce n’était pas différer une consommation, c’était exporter davantage de produits, non pas du travail social, mais de la nature, matières premières et main d’œuvre. La compétition sociale postcoloniale démarre sur de mauvais rails, comprimée, elle prendra les voies disponibles. L’accumulation ne pourra pas être portée par la compétition autour de l’appropriation de la terre qui est monopolisée. Et cette monopolisation ne s’accompagnera pas du transfert du domaine de la compétition à d’autres vecteurs d’accumulation. La construction de la société occidentale s’est effectuée autour de la hiérarchie militaire et de l’Etat, mais pour partir à la conquête du monde. De la différenciation sociale, des hiérarchies et des structures fondamentales. À partir de F. Braudel[2], on peut faire une certaine description de la différenciation sociale qui a mené au capitalisme. Bien avant l’agriculture, la force se dispute l’appropriation de la terre et ce qu’elle porte. Dans les sociétés de classes, la compétition des classes guerrières conduit à la monopolisation de la force et de la terre. Les monarchies émergent de la formation d’une hiérarchie guerrière et de la propriété éminente, on dirait aujourd’hui de la propriété publique privée. La société guerrière se barricade et s’entoure d’une société marchande qui se développe avec l’extension du domaine de la compétition guerrière et de ses besoins. Avec le développement de la compétition marchande, les armes de la compétition se diversifient, se forment de nouvelles sociétés et leur hiérarchie : à la hiérarchie militaire s’associent des hiérarchies de l’argent, du travail et du savoir. Avec le développement du capitalisme industriel, le monde du travail prend une importance politique. Les rapports de ces hiérarchies varient d’une société à l’autre et font la différence dans les configurations sociales. On peut dire que ces rapports dessinent un modèle de société selon la hiérarchie qui s’établit entre ces hiérarchies. On peut décrire le socialisme comme une alliance des hiérarchies militaire, du savoir et du travail contre la hiérarchie de l’argent. Le capitalisme qui hérite du féodalisme, organise autour de la hiérarchie militaire une hiérarchie du savoir et une autre de l’argent. Il donnera la prééminence à la hiérarchie que favorisent les dispositions sociales. Le socialisme soviétique sera censé favoriser la hiérarchie du travail. Le socialisme algérien, organisera la société autour de la hiérarchie militaire. Le socialisme chinois or-

ganisera les hiérarchies marchande et militaire autour des hiérarchies du savoir et du travail. On peut comme décrire la différenciation sociale autour de formules civilisationnelles. Dans la formule chinoise, le lettré et le paysan ont la prééminence sur le marchand et le militaire. Le modèle soviétique échouera faute de ne pas avoir donné sa place à la société marchande et sa hiérarchie. Le modèle algérien faute de ne pas avoir conduit une différenciation sociale à partir de sa formule de base : la complémentarité du fellah, du semi-nomade marchand et du nomade guerrier. Le développement de cette formule va dépendre de la capacité du fellah et du semi-nomade combattants à entretenir le nomade guerrier au travers d’une différenciation des milieux sociaux. La compétition entre les différents modèles met en jeu la capacité de chacun à expérimenter le monde, à accumuler et à innover. On peut dire aujourd’hui qu’à l’échelle mondiale s’affrontent le modèle socialiste chinois et le modèle capitaliste protestant et que le modèle algérien peine à trouver sa définition au-delà des modèles existants.

Guerre et compétition

La compétition, le jeu et la force. Guerre et compétition ne sont pas des termes antinomiques, ils sont complémentaires. L’un soutient l’autre et l’un peut basculer dans l’autre. La guerre militaire fixait les règles, délimitait les champs de la compétition. Aujourd’hui, c’est la guerre hybride, un mélange de compétition et de guerre, de guerre peu discernable et non ouverte, qui le fait. Car ami et ennemi, associé et concurrent, varient et varieront continuellement selon les situations. Un ami dans un jeu à somme non nulle peut se transformer en ennemi dans un jeu à somme nulle, s’il n’accepte pas le cours du jeu et veut forcer le résultat. Mais en forçant le cours du jeu et en se transformant d’ami en ennemi, souvent, celui qui s’y prête ne se rend pas compte de la part des pertes qu’il encourt en faisant trop confiance à ses forces et ne se méfiant pas suffisamment de ses faiblesses. L’exacerbation de la compétition conduit à la guerre, si la tension ne cesse pas de progresser. La guerre vise à remettre la force militaire dans le jeu pour rebattre les cartes d’une compétition désavantageuse. Les USA veulent rebattre les cartes d’une compétition mondiale qu’ils ont initiée, mais dont les conditions ne produisent plus les mêmes effets. La guerre détruit les capacités de la société qui en est victime. Mais séparer la force militaire des autres dont elle dépend n’est pas sans conséquence, car la force militaire ne cadre plus les rapports de forces et la force militaire tient sa force d’autres forces. La compétition peut renverser les rapports de forces qu’elle présuppose, car elle a mobilisé des ressources, des forces qui

n’ont pas été présupposées et parce qu’elle pousse à l’innovation. Les rapports de forces peuvent alors être réaménagés avec ou sans recours à la violence. Guerre hybride : intérieure (civile) et extérieure (militaire). La guerre d’un environnement sur un milieu peut prendre différentes formes. L’une d’entre elles consiste à activer en son sein un désordre intérieur. En vérité une guerre contre une société aura toujours ces deux aspects de confrontation directe et indirecte. Et à suivre Sun Tzu et non Clausewitz, pour vaincre sans combattre, il faut préconiser la seconde. « Être victorieux dans tous les combats n’est pas le fin du fin ; soumettre l’ennemi sans croiser le fer, voilà le fin du fin ». Le choc extérieur de la confrontation aura d’autant plus d’effets et moins besoin d’énergie qu’on en n’aura pas pris l’initiative et que la cohésion intérieure aura été sérieusement entamée par un désordre intérieur. La polarisation politique d’une société la fragilise de l’intérieur. Dans la complexité du monde d’aujourd’hui, étant donné l’étendue des interdépendances, pour maîtriser les conséquences de son usage, la force doit être adaptée à son champ d’exercice, adéquate à la fin qu’elle poursuit. La force est une et diverse, diffuse et concentrée, le rapport de forces n’est jamais absent dans les rapports sociaux, bien que local, il est aussi global, pour le modifier la compétition multiplie les champs et les ressources, la guerre change de formes, elle ne tranche plus dans la compétition. Le rapport de force semble disparaître lorsqu’il consent à participer à un rapport de forces plus grand, lorsqu’il fonctionne sans frictions. On peut y consentir temporairement ou durablement. La guerre change de formes, car la force peut être attaquée dans ses parties civiles par des moyens civils. La force d’une société tient dans le rapport global de ses différentes forces. Elle sera attaquée dans le maillon le plus faible plutôt que de manière globale. Celle qui tient sa force réelle cachée est plus en mesure de triompher de l’adversité. Nous séparons guerre et compétition, mais ils sont en vérité l’un dans l’autre. La compétition se fait guerre et la guerre se fait compétition. Quand la compétition est poussée jusqu’à un certain point, elle se rompt et bascule dans la guerre. Quand la guerre prend fin, elle fait place à la compétition. Le rapport de forces évolue dans l’une et dans l’autre. Protéger la paix pour la croissance, c’est éviter que la compétition ne parvienne à ses points de rupture.

Processus d’innovation intensif

Sans savoir-faire et sans innovation, une société ou une entreprise ne peut survivre à la compétition. D’où procède l’innovation ? D’un processus d’innovation inten-

sif qui implique une transformation importante de la place de l’innovation dans la société et dans l’entreprise[3]. L’entreprise n’est pas isolée de la société, elle développe des dispositions sociales de coopération et de compétition qui la valorisent ou la dévalorisent. L’entreprise confronte des dispositions sociales à des normes de production et d’organisation mondiales. La compétition mondiale met à l’épreuve les capacités des dispositions sociales à s’incorporer les normes mondiales et à produire de la valeur ajoutée. Elle met à l’épreuve la capacité d’apprendre et d’innover de la société. Pour qu’un tel processus d’innovation soit intensif, l’innovation doit être le résultat d’un processus de créativité sociale et non celui d’entreprises isolées de la société qui doivent elles-mêmes émerger de la société. L’entreprise est une objectivation de la création sociale. Le processus de créativité sociale est processus de subjectivation, d’habituation et de déshabituation sociales, et processus d’objectivation d’institutions et d’organisations. À suivre les modèles d’innovations des puissances industrielles qui associent l’innovation aux entreprises et font oublier le milieu social, on déconnecte la production de la dynamique sociale dans une société dont le tissu industriel est encore émergent. C’est la société qui est innovante avant que ne le devienne l’entreprise. Le génie est d’abord collectif, disait Kateb Yacine. Dans le modèle libéral, c’est la compétition qui est le moteur de l’innovation et l’individu qui en est le vecteur. Le modèle ne doit pas faire oublier le milieu dont il est abstrait, ses dispositions sociales, l’état de son tissu industriel. Une société innovante est celle qui a su régler en son sein une compétition intensive. Une société émergente, celle qui réussit à mettre en œuvre un génie collectif. Un de nos héros, parlait de mettre la révolution dans la rue. Une coopétition ne se définit pas indépendamment de ses visées, les règles ne se définissent pas indépendamment du milieu. Il faut donc remettre l’innovation dans un processus d’innovation intensif[4] et ce processus d’innovation dans la compétition mondiale. Le processus d’innovation intensif est d’abord social avant d’être économique, le fait d’agents économiques et non économiques.

(A suivre)

Notes

[2] Voir en particulier La dynamique du capitalisme. Arthaud, 1985 et Flammarion, 1988 ; 2018.
[3] Armand HATCHUEL, Benoît WEIL, MASSON Pascal LE .Les processus d’innovation : conception innovante et croissance des entreprises. Hermès&Lavoisier. 2006.
[4] Ibid. Je préfère parler de processus intensif plutôt que d’innovation intensive étant donné la différence de contexte entre la France et l’Algérie en matière de tissu industriel. Dans un tissu industriel constitué, l’innovation est l’affaire des entreprises, dans un milieu dont le tissu industriel ne fait qu’émerger et a des difficultés à émerger, le problème est social avant d’être économique.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif et ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

POUR STIMULER LA
COOPÉRATION
NUMÉRIQUE
**Les ministres
saoudien et syrien
se rencontrent à
Riyad**

Le ministre saoudien des communications et des technologies de l'information, Abdullah Al-Swaha, a reçu son homologue syrien, Abdulsalam Haykal, à Riyad. Haykal est en visite dans le Royaume avec une délégation de haut niveau pour participer au Symposium mondial des régulateurs, qui se tient à Riyad jusqu'au 3 septembre. Les discussions ont porté sur le renforcement des partenariats techniques stratégiques et sur l'avancement des initiatives conjointes dans les domaines de l'infrastructure numérique, de l'innovation et de l'entrepreneuriat, a rapporté l'agence de presse saoudienne. Les deux ministres ont également insisté sur la nécessité de donner aux jeunes les moyens de contribuer à la construction d'une économie numérique prospère qui soutienne le développement durable. Mohammed Abu Nayan, président du Conseil d'affaires saoudo-syrien, ainsi que des hauts fonctionnaires et des cadres de l'économie numérique, de l'espace et de l'écosystème de l'innovation de l'Arabie saoudite, ont assisté à la réunion.

TUNISIE – IDE
**Objectifs ambitieux
pour 2025 et au-delà**

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) en Tunisie ont connu une croissance marquante de 20,8% au cours des six premiers mois de 2025, atteignant 1 650,3 millions de dinars (MD) contre 1 366 MD pour la même période en 2024.

Cette dynamique remarquable, rapportée par l'Agence de Promotion des Investissements Extérieurs (FIPA-Tunisie), confirme l'attractivité renouvelée du pays, notamment dans les secteurs clés de l'industrie manufacturière et de l'énergie, tout en contribuant significativement à la création d'emplois. La Tunisie vise à poursuivre cette dynamique positive en attirant 3 400 MD d'IDE d'ici la fin de 2025, avec une ambition encore plus grande pour 2026, où le pays espère atteindre 4 milliards de dinars, conformément au plan de développement 2023-2026. Cette stratégie inclut l'amélioration continue du climat des affaires, la modernisation du cadre législatif et la promotion de secteurs innovants, notamment ceux liés à l'économie verte, la recherche et développement, ainsi que l'intégration aux chaînes de valeur mon-

diales. Cette vision est soutenue par des réformes économiques majeures visant à renforcer la confiance des investisseurs et à inscrire la Tunisie dans une trajectoire de croissance durable.

Une dynamique tirée par l'industrie et l'énergie

L'industrie manufacturière reste le moteur principal des IDE, ayant attiré 1 031,3 MD, en hausse de 22,9%, soit presque 63% du total des investissements directs. Ce secteur profite d'une transformation qualitative et d'un renouvellement des projets industriels, notamment dans les domaines à forte valeur ajoutée. Parallèlement, le secteur de l'énergie a connu une envolée spectaculaire de 60%, avec des investissements passant de 248,3 MD à 398 MD. Cette progression est portée principalement par des projets

d'énergies renouvelables et la reprise de l'exploration pétrolière, marquée par le forage de 11 nouveaux puits. Cette tendance souligne l'intérêt grandissant pour les énergies durables et la diversification des sources énergétiques en Tunisie. Hors secteur de l'énergie, les IDE ont permis la création de 4 677 nouveaux emplois au premier semestre 2025, signe d'un impact direct sur le marché du travail tunisien. Sur le plan géographique, la France demeure le principal investisseur avec 421 MD, suivie de près par l'Italie (159,4 MD), l'Allemagne (124,2 MD), les Pays-Bas (91 MD) et les États-Unis (88,4 MD). Parmi les pays arabes, le Qatar se distingue avec des investissements de 66,5 MD. En tout, 623 opérations d'investissement hors énergie ont été réalisées pour une valeur totale de 1 242,5 MD, traduisant la diversité et la vitalité du tissu économique tunisien.

RENOUVELABLE ET DESSALEMENT D'EAU
China Energy Engineering veut faire de l'Égypte son hub régional

En Égypte, la quête de sécurité hydrique et énergétique attire des acteurs industriels internationaux. Face à la montée des besoins et à la transition énergétique en cours, les grands groupes cherchent à y développer des projets intégrés alliant infrastructures, renouvelable et dessalement. L'Égypte cherche à sécuriser son avenir hydrique et énergétique. En marge de sa visite en Chine à l'occasion du Sommet de l'OCS de Tianjin 2025, le Premier minis-

tre Moustafa Madbouli a annoncé l'objectif d'atteindre 10 millions m³/jour d'eau dessalée dans les cinq prochaines années contre 1,4 million actuellement, et de porter la part des énergies renouvelables dans le mix national à 42% d'ici 2030. Une stratégie qui s'appuie sur des partenaires industriels de premier plan, au premier rang desquels figure la China Energy Engineering Corporation (CEEC). Active dans le pays des pharaons depuis 2009, CEEC y a déjà

mené 14 projets dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. L'entreprise a décidé de transférer son siège régional au Caire, un signal fort de confiance dans le marché local. Lors de sa rencontre avec le chef du gouvernement égyptien, son président Ni Chen a confirmé l'intention d'investir 1 milliard USD au cours des cinq prochaines années, en ciblant le dessalement, les énergies renouvelables et le stockage.

L'ambition affichée est de faire de l'Égypte la base de ses opérations pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ceci reflète une double logique. D'un côté, CEEC suit la trajectoire de diversification énergétique du pays, qui vise non seulement à couvrir une demande intérieure croissante au fil des ans, mais aussi à développer des exportations d'électricité vers l'Europe. De l'autre, l'entreprise cible le dessalement, alors que l'Égypte dépend en grande majorité du Nil

pour son eau. Avec 560 m³ disponibles par habitant et par an, bien en dessous du seuil de pauvreté hydrique de 1000 m³, le pays reste très vulnérable aux variations de débit. L'annonce survient aussi dans un contexte de concurrence accrue. Si les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite multiplient leurs projets dans l'énergie solaire et éolienne en Égypte, CEEC entend capitaliser sur sa capacité à offrir des solutions intégrées eau-énergie.

MAURITANIE/ ENERGIE

Lancement de projets et signature d'accords importants

Les programmes et projets du secteur de l'énergie et du pétrole constituent un pilier fondamental de la vision de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et de ses priorités stratégiques pour le développement du pays et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Au cours des six dernières années, le secteur a connu le lancement de projets et la signature de nouveaux accords qui ont eu un effet significatif faisant que la Mauritanie est devenue membre du club des pays exportateurs de gaz. Ces accords ont également contribué au développement et à la production d'électricité, ainsi qu'à la croissance globale du secteur. Dans une interview accordée à l'Agence de mauritanienne d'Information, M. Ahmed Vall Mohameden, conseiller

chargé de la coopération et de la communication au ministère de l'Énergie et du Pétrole, a expliqué que les réalisations les plus marquantes de la période récente ont été marquées par l'entrée de la Mauritanie dans le club des pays exportateurs de gaz au cours des premiers mois de cette année. Il a ajouté que cette transformation historique est le fruit des directives présidentielles, d'une politique gouvernementale avisée et du suivi rigoureux du projet stratégique « Grande Tortue Ahmeym », une coentreprise avec le Sénégal voisin. Il a ajouté que, grâce à cette réussite, la Mauritanie a renforcé sa position de partenaire fiable pour l'approvisionnement mondial en énergie vitale. Il a souligné que le secteur continue de développer des projets majeurs, notamment le champ gazier de Banda, qui sera intégré à un système global de modernisation

du secteur électrique. Cela permettra au pays de produire de l'électricité à partir du gaz à moindre coût et avec une plus grande fluidité. Le conseiller a expliqué que cette révolution énergétique attendue permettra à la Mauritanie de développer ses politiques dans les secteurs manufacturiers, notamment minier, le pays étant le deuxième producteur de minerai de fer en Afrique. Il a souligné que parmi les mesures mises en œuvre figure le renforcement du cadre juridique pour améliorer le climat des investissements. Trois lois ont été adoptées entre 2021 et 2023, notamment le nouveau Code de l'électricité, qui ouvre la voie à l'investissement ; le Code de l'hydrogène ; et le Code du contenu local, qui garantit au pays la rentabilité de ses ressources en encourageant le secteur privé national et en fa-

vorisant l'emploi des ressources humaines mauritaniennes. Dans le même contexte, le directeur général de l'électricité et des énergies renouvelables, M. Mohamed El Mokhtar Ahmed Mouloud, a présenté les principales évolutions du secteur en termes de production, de transport et de distribution. Il a expliqué que le ministère a mis en œuvre un programme d'urgence pour accroître la production, couvrant cinquante moughataas de l'intérieur. La capacité de la centrale de Boulouar a été portée à 80 mégawatts, et les travaux d'extension de la centrale de Nouakchott- Nord ont débuté avec une nouvelle unité de 60 mégawatts, augmentant ainsi la capacité de production de la centrale. Le projet de construction d'une centrale d'énergie renouvelable dotée d'un système de stockage d'une capacité de 60 mégawatts a été accéléré.

NIGERIA

La filière coton compte sur l'appui du Brésil pour améliorer sa productivité

Au Nigeria, la filière coton peine à se développer en dépit de l'intégration des semences OGM depuis 2018. Alors que le gouvernement pousse pour la relance de l'industrie textile en déclin, la stabilisation et l'augmentation de la production sont désormais un impératif.

Le lundi 25 août dernier, un protocole d'accord (MoU) a été signé entre le Nigeria et le Brésil dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation dans le cadre de la visite d'État du président Bola Tinubu à son homologue brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Dans un communiqué publié le 28 août, Uche Geoffrey Nnaji, ministre nigérian de l'Innovation, de la Science et de la Technologie, a révélé que ce nouveau partenariat vise à soutenir la filière coton à travers la coopération dans le domaine de la biotechnologie et le transfert de technologies agricoles.

« Le Nigeria entend s'appuyer sur l'expérience du Brésil pour l'optimisation des cycles de culture, la résistance aux ravageurs, les essais de performance des semences, ainsi que sur le partage des données de recherche de l'Association brésilienne du coton (ABRAPA) avec des institutions nigérianes telles que l'Agence nationale de développement de la biotechnologie (NABDA), l'Agence nationale de recherche et de développement spatiaux (NASRDA) et la Commission de l'énergie



du Nigeria (ECN), afin de favoriser l'adaptation et l'innovation dans le pays », explique le responsable.

Le Brésil constitue actuellement comme le 3ème producteur mondial de coton

derrière l'Inde et la Chine avec une production de 3,7 millions de tonnes réalisée en 2024/2025. Les données compilées par le Département américain de l'agriculture (USDA) indiquent en outre que 99 % de cette production est réalisée avec des cultures OGM.

Un impératif pour la filière nigériane

L'enjeu pour le Nigeria est d'accroître la productivité de sa filière coton dont la production a globalement stagné sur la dernière décennie en dépit de l'adoption du coton OGM depuis 2018. Les données compilées par le Service national de vulgarisation agricole et de liaison pour la recherche (NAERLS) indiquent par exemple que la production de coton graine au Nigeria était estimée à près de 303 000 tonnes en 2008, soit presque autant qu'en 2024 (304 000 tonnes). Par ailleurs, la volonté affichée par le gouvernement de relancer l'industrie textile locale pourrait créer une plus grande demande de coton que la filière nigériane peine déjà à satisfaire.

CÔTE D'IVOIRE

Reprise de la pêche industrielle maritime et lagunaire

Les armateurs et pêcheurs industriels en mer et dans les lagunes de Côte d'Ivoire pourront reprendre leurs activités dès lundi après un mois de suspension dû au repos biologique.

"Conformément au calendrier de mise en œuvre du repos biologique, le 31 août 2025 à minuit marque la fin du repos biolo-

gique dans les pêcheries maritimes et lagunaires", indique une note officielle du ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

Appliqué depuis 2023, le repos biologique consiste à suspendre temporairement toute activité de pêche dans les eaux sous juridiction ivoirienne, afin de permettre aux espèces de se repro-

duire à l'abri de toute pression humaine.

En 2025, la fermeture a concerné la pêche artisanale maritime du 1er au 31 juillet, et les pêches semi-industrielle et industrielle du 1er juillet au 31 août.

Selon le ministère, cette mesure devrait permettre à la production d'atteindre 84.000 tonnes dès la fin de l'année 2025, puis 127.000

tonnes en 2027, contre une capture de référence de 55.522 tonnes en 2022.

La Côte d'Ivoire importe près de 650.000 tonnes de poissons par an et la production nationale couvre à peine 110.000 tonnes, selon les chiffres relayés par la presse ivoirienne.

GHANA

L'australien Sayona fusionne avec le copropriétaire du lithium d'Ewoyaa

L'américain Piedmont Lithium a initié en 2021 un partenariat avec le propriétaire du projet de lithium Ewoyaa au Ghana, afin de financer une partie des travaux de construction et sécuriser en échange 50 % de la future production. En novembre 2024, Piedmont a signé un accord de fusion avec Sayona. Sayona Mining a annoncé samedi 30 août avoir finalisé une fusion à 623 millions de dollars avec l'américain Piedmont Lithium. La nouvelle entité détenue à parts égales par leurs actionnaires, regroupera des projets au Canada et en Australie, ainsi qu'une participation dans la future mine ghanéenne d'Ewoyaa, pilotée par Atlantic Lithium.

Piedmont s'était rapproché du projet dès 2021 en signant un accord pour financer la construction. Depuis, il est devenu le deuxième actionnaire d'Atlantic Lithium (4,7 % du capital fin mai 2025) et détient 22,5 % d'Ewoyaa, avec l'option de porter sa part à 50 %. La société américaine peut aussi acquérir la moitié de la production annuelle de la mine, dont la production totale est estimée à 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans.

Mais le projet est à l'arrêt depuis plusieurs mois. Atlantic qui a obtenu en 2023 un permis d'exploitation de 15 ans, négocie avec le gouvernement ghanéen une révision des conditions fiscales jugées trop lourdes. L'entre-

prise plaide pour une réduction de moitié de la redevance minière sur les revenus (actuellement à 10 %), ainsi qu'un allègement de l'impôt sur les sociétés et la suppression des droits d'importation sur les équipements. Elle invoque un marché du lithium saturé, où la chute des prix a poussé plusieurs acteurs à suspendre leurs projets.

Dans ce contexte, la fusion avec Sayona ouvre de nouvelles perspectives. La société combinée, qui devrait être renommée Elevra Lithium d'ici fin septembre, ambitionne de renforcer sa position sur le marché du lithium. « En réunissant deux entreprises complémentaires, nous avons créé une société de lithium plus forte

et de classe mondiale, dotée de l'envergure, des ressources et des partenariats nécessaires pour mener la transition énergétique », souligne Lucas Dow, DG de Sayona.

Il faudra voir comment ces annonces se traduiront dans les faits. Le développement d'Ewoyaa dépend à la fois de l'approbation du bail minier par le Parlement ghanéen et des décisions du nouveau Conseil d'administration de Sayona. Présidé par Dawne Hickton et composé de Christina Alvord, Jeff Armstrong, Jorge M. Beristain et James Brown, ce board devra trancher sur le financement de la construction de la mine, une responsabilité qui incombait jusqu'ici à Piedmont Lithium.

OUGANDA

TLG Capital ouvre une ligne de crédit de 2 millions \$ dans le secteur de la santé

Ce financement vise à renforcer la disponibilité des médicaments essentiels et s'inscrit dans la continuité des investissements du fonds dans le secteur de la santé en Afrique.

TLG Capital, gestionnaire de fonds spécialisé dans le crédit privé en Afrique, a mis en place une ligne de crédit senior garantie de 2 millions \$ dans le secteur de la santé en Ouganda. L'opération, rendue publique le lundi 1er septembre 2025, vise à soutenir la croissance d'une entreprise dont le nom n'a pas été dévoilé, et à améliorer l'accès de la population aux médicaments essentiels.

Elle a été menée « en collaboration avec un groupe d'entrepreneurs avec lesquels nous travaillons depuis plus de dix ans », a indiqué Isaac Marshall, investisseur chez TLG Capital, sur LinkedIn. Et d'ajouter : « il s'agit de notre 12e investissement dans le secteur de la santé en Afrique et de notre 48e investissement depuis notre création ».

La présence de TLG en Ouganda remonte à 2009. Il avait investi dans Quality Chemicals Industries Limited, un fabricant local d'antirétroviraux et d'antipaludiques. Cette usine, située à Kampala, permet de traiter des patients et reste l'un des principaux fournisseurs de traitements vitaux dans le pays.

« Depuis notre premier investissement en 2009, l'Ouganda a réduit de deux tiers la mortalité infantile et les décès liés au sida ont diminué de 60% », a souligné Isha Doshi, directrice financière de TLG Capital. Et d'ajouter : « ces résultats sont le fruit d'investissements publics et privés ciblés visant à créer des systèmes de santé abordables et de haute qualité ».

Avec cette nouvelle ligne de crédit, TLG Capital confirme sa stratégie d'accompagnement des entreprises locales capables de jouer un rôle clé dans l'accès aux médicaments, en s'appuyant sur des partenariats à long terme et sur la montée en puissance de la distribution pharmaceutique en Afrique de l'Est.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales prudentes avant le retour de Wall Street

Les Bourses mondiales évoluent dans le rouge, avant le retour des investisseurs américains au lendemain d'un jour férié, les marchés restant prudents avant la publication d'un indicateur crucial sur l'emploi américain plus tard dans la semaine.

En Europe, dans les premiers échanges, vers 7H30 GMT, la Bourse de Paris était à l'équilibre (+0,07%), quand Francfort (-0,75%), Londres (-0,36%) et Milan (-0,37%) s'inscrivaient en baisse. Les marchés d'actions européens restent sur la défensive en attendant la réouverture de Wall Street au lendemain d'un jour férié aux Etats-Unis. "Il est fort à parier que les volumes vont rester faibles ces prochains jours avant la publication des chiffres de l'emploi américain" en août, très attendus par le marché, commente John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank. Des chiffres de l'emploi faibles pourraient conforter le scénario d'un assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) dès septembre, après que son président Jerome Powell a ouvert la porte à une baisse des taux réclamée de longue date par le président américain Donald Trump. Au contraire, un marché du travail solide réduirait les marges de manoeuvre de la banque centrale, mettant en lumière que l'économie américaine reste en bonne santé, et n'a pas besoin d'être soutenue par une politique monétaire accommodante. Dans ce contexte, le dollar prenait 0,30% face à l'euro, à 1,1676 dollar pour un euro vers 07H20 GMT. En Asie, l'indice Hang Seng lâchait 0,47%

dans les derniers échanges. L'indice composite de Shanghai a perdu 0,45% et Shenzhen 2,14%. Seule la Bourse de Tokyo a terminé en petite hausse (+0,29%), portée par la recherche de bonnes affaires après deux séances dans le rouge.

La dette européenne à 30 ans s'envole

Les rendements de la dette allemande et de la dette française à échéance 30 ans ont atteint en début de semaine leurs plus hauts niveaux depuis la crise de la zone euro en 2011. Le taux d'emprunt britannique à 30 ans évoluait lui à des niveaux autour des plus hauts depuis 1998, à 5,66%. "Nous observons un lent cercle vicieux: les inquiétudes sur la dette font grimper les rendements, ce qui dégrade les dynamiques de dette, ce qui fait encore grimper les rendements", souligne Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank. "Le catalyseur immédiat est le vote de confiance" à l'Assemblée nationale française, "prévu pour le lundi 8 septembre", qui devrait sceller le sort du gouvernement du Premier ministre François Bayrou, note M. Reid. "Les investisseurs craignent qu'une nouvelle paralysie politique ne rende le resserrement budgétaire plus difficile, ce qui est inquié-

tant compte tenu du niveau actuel du déficit français", explique l'économiste. Mardi, le rendement de la dette française à échéance 30 ans a touché un nouveau plus haut depuis 2011, à plus de 4,47%.

Patron licencié: Nestlé recule

Le géant suisse de l'agro-alimentaire Nestlé cède 2,64% à 7,50 francs suisses suisse à Zurich après avoir annoncé lundi le licenciement avec effet immédiat de son directeur général Laurent Freixe, pour cause de "relation amoureuse non déclarée avec une subordonnée directe".

Encore un sommet historique pour l'or

L'or a grimpé en flèche dans les premiers échanges en Asie mardi, pour atteindre un nouveau sommet historique à plus de 3.508 dollars l'once, surpassant son dernier record d'avril de 3.500,10 dollars. "Cette flambée est largement alimentée par l'anticipation de baisses de taux (de la Fed) et par des craintes persistantes d'inflation,

renforçant son rôle de couverture classique contre l'inflation et de valeur refuge en période de turbulences", explique l'économiste de la Deutsche Bank. La ruée vers l'or s'explique également par "un dollar affaibli, mais aussi une forte demande des banques centrales et des investisseurs institutionnels, qui se détournent des Treasuries", la dette américaine, relève Ipek Ozkardeskaya. Vers 07H20 GMT, l'or levait le pied, s'établissant à 3.482,66 dollars l'once.

La défense sous les projecteurs

Les dépenses d'armement dans l'Union européenne vont atteindre un nouveau record cette année, à 381 milliards d'euros, a annoncé mardi l'agence européenne de défense (EDA). A Francfort, vers 07H20 GMT, Rheinmetall prenait 0,17% et Hensoldt 0,43%. Saab perdait 1,11% à Stockholm et Leonardo glissait de 1,53% à Milan. A Paris, Thales reculait de 0,27% et Dassault Aviation de 0,30%.

BOURSE ZURICH
Plombée par son mastodonte alimentaire dans les premiers échanges

La Bourse suisse a ouvert en baisse mardi. Dans une ambiance vaporeuse, au lendemain d'un jour férié à Wall Street, les indices helvétiques ployaient sous le poids de Nestlé. Le paquebot alimentaire veveysan vient en effet de débarquer un second timonier en tout juste un an, avec effet immédiat et pour une relation avec une subordonnée. "Il est fort à parier que les volumes vont rester faibles ces prochains jours avant la publication des chiffres de l'emploi américain" (jeudi après-midi, ndlr), croit savoir John Plassard, associé de la banque genevoise Cité Gestion. Le prix de l'or a marqué un nouveau record, à près de 3509 dollars l'once. "Ce rallye reflète un affaiblissement du dollars certes, mais aussi un désengagement des banques centrales et des investisseurs institutionnels des bons du Trésor US," observe Ipek Ozkardeskaya pour Swissquote. L'analyste vedette de la banque en ligne glandoise attribue le phénomène à des doutes quant à solvabilité du pays de l'oncle Sam, aux dégradations de notation, aux tensions commerciales et aux risques géopolitiques. L'agenda conjoncturel du jour comprend encore l'inflation en zone euro et l'indice ISM ma-

nufacturier aux Etats-Unis. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) cédait 0,38% à 12'130,59 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,13% 2001,63 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,24% à 16'847,98 points. Equilibrée à l'ouverture, la proportion de gagnants s'évaporerait rapidement parmi les trente et une principales valorisations. Lanterne rouge, le principal poids lourd de la cote Nestlé (-3,3%) prenait l'eau de toutes parts. La performance de Partners Group (+5,2%) paraissait dans cette configuration anecdotique. Le gestionnaire de placements privés a fait un carton plein à mi-parcours en 2025, multipliant notamment par près de deux ses commissions de performance. Les géants pharmaceutiques Roche (bon de jouissance +0,1%) et Novartis (-0,2%) se neutralisaient mutuellement. Les valeurs du luxe Swatch (porteur +1,0%) et Richemont (+0,7%) redoraient par contre le tableau d'ensemble. Sur le marché élargi, le spécialiste des accès sécurisés Dormakaba (-2,2) offrira à ses actionnaires au terme de son exercice décalé 2024/25 un dividende moindre qu'escompté.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 02 Septembre 2025 Valeur : 04 Septembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.8500	129.8650
1	EUR	EURO		151.2363	151.2797
1	GBP	POUND STERLING		173.9684	174.0584
100	JPY	JAPANESE YEN		87.3411	87.3806
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1631	18.1657
1	CHF	SWISS FRANC		161.5653	161.6040
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.2376	94.2690
1	DKK	DANISH KRONE		20.2622	20.2677
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7627	13.7672
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9670	12.9722
1	AED	UAE DIRHAM		35.3506	35.3586
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6018	34.6076
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.4851	424.6730
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3200	44.7654
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4369	14.4386
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9633	24.0865
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2520	3.2621
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7196	177.7196

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo reprend des couleurs, l'or atteint des sommets

Les marchés asiatiques récupèrent mardi de leurs émotions de la veille, les valeurs japonaises remontant après une panique sur la tech tandis que Hong Kong reprend son souffle dans le sillage du décollage tonitruant d'Alibaba, l'or battant lui un nouveau record. L'action du géant technologique chinois a grimpé de 19% lundi à la Bourse de Hong Kong, sa plus puissante envolée depuis plus de trois ans, entraînant dans son sillage tout l'indice Hang Seng (+2,2%), notamment à l'annonce d'une nouvelle

puce sur laquelle Alibaba planche-rait. "La Chine est vraiment en train de développer quelque chose qui lui est propre, dont nous savons qu'il offre des performances proches de celles des puces Nvidia. Pourquoi alors l'écart de valorisation devrait-il être aussi important? C'est clairement l'une des raisons" de l'envolée boursière de lundi, a déclaré à l'AFP Charu Chanana de Saxo Markets. Mardi, l'indice Hang Seng lâchait 0,54% à 25'479,87 points vers 06H20 GMT. Alibaba reculait de

0,51%. L'indice composite de Shanghai perdait 0,61% à 3852,07 points et Shenzhen chutait de 2,16% à 2411,70 points. A Séoul, le Kospi est monté de 0,94%. L'indice Taixex de Taiwan s'est replié de 0,23%. Tokyo reprend des couleurs A Tokyo, les actions sont remontées, portées par la recherche de bonnes affaires après deux séances dans le rouge et par les attentes de baisse de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'indice vedette Nikkei a repris 0,28% à 42'310,49 points. L'indice élargi Topix a regagné 0,61% à 3081,88 points. Les grandes maisons de négoce nippones, les "sogo shosha", ont eu le vent en poupe, bénéficiant notamment de "l'effet Warren Buffett", le célèbre investisseur dont la holding Berkshire Hathaway a récemment dépassé les 10% de participation au capital de Mitsubishi Corp. Mitsubishi a gagné 2,98%, Marubeni 2,58% et Mitsui 4,02%. Le géant japonais des boissons Sun-

tory Holdings a annoncé mardi la démission de son charismatique patron Takeshi Niinami, soupçonné d'avoir acheté des compléments alimentaires illégaux. La police qui a perquisitionné à son domicile le mois dernier. Le titre de la filiale cotée en bourse de la société, Suntory Beverage & Food, a brièvement décroché en milieu de journée après la publication d'informations de presse à ce sujet, avant de terminer en hausse de 2,94%.

BUDGET

Le taux d'intérêt de la dette française à 30 ans dépasse 4,50%, une première depuis 2011

Ce taux, considéré comme le baromètre de la confiance des investisseurs à long terme, a franchi un seuil inédit depuis la crise des dettes souveraines, reflétant les inquiétudes des marchés face à la situation politique et budgétaire de la France.

Un nouveau signal de la méfiance croissante des marchés vis-à-vis de la France. Le taux d'intérêt de la dette française à échéance 30 ans a dépassé ce mardi 4,50%, une première depuis 2011, sur fond d'incertitudes croissantes quant à la situation politique et budgétaire en France, dans l'attente du vote de confiance de François Bayrou le 8 septembre à l'Assemblée nationale. Vers 10h10 (heure de Paris), ce taux, considéré comme le baromètre de la confiance des investisseurs à long terme, atteignait 4,50%, contre 4,45% la veille en clôture. Il avait dépassé ce seuil en séance pour la dernière fois en novembre 2011, en pleine crise des dettes souveraines en zone euro. Le taux grimpe depuis lundi, où il s'établissait à 4,42%, alors qu'il apparaît de plus en plus probable que le gouvernement de François Bayrou n'obtiendra

pas de majorité le 8 septembre, lors du vote des députés qu'il a sollicité. Le taux d'emprunt à échéance dix ans, qui fait référence, atteignait 3,57%. Il grimpe aussi depuis plusieurs jours, se rapprochant de celui de l'Italie, longtemps considérée comme mauvais élève budgétaire de l'Europe. Cette hausse est «un signe très négatif de défiance» des investisseurs envers la France, explique Aurélien Buffault, gérant obligataire de Delubac AM.

Des consultations politiques cette semaine

Ces derniers «craignent qu'une nouvelle paralysie politique ne rende une rigueur budgétaire plus difficile, ce qui est inquiétant compte tenu du niveau actuel du déficit français», note Jim Reid, économiste chez Deutsche Bank. François Bayrou a entamé lundi une série de

consultations politiques, a priori vaines, à une semaine du vote de confiance à l'Assemblée nationale qui devrait sceller le sort de son gouvernement, tout en continuant à défendre sa méthode, critiquée jusque dans sa coalition. Le premier ministre a reçu lundi les dirigeants du Parti communiste, et continuera mardi et mercredi avec notamment ceux des partis soutenant la coalition présidentielle et ceux du Rassemblement national. Les incertitudes en France entraînent également des effets sur les dettes à long terme en Europe. En Allemagne, le rendement des emprunts obligataires à 30 ans se situe autour de son plus haut niveau depuis la crise de la zone euro en 2011. Au Royaume-Uni, le taux d'emprunt à 30 ans évoluait quant à lui à son plus haut niveau depuis 1998, à 5,69%.

POUR REMPLACER SES LOCOMOTIVES DIESEL

L'Inde sur le point de faire rouler le plu long train à hydrogène de la planète

Le pays parie sur cette énergie pour faire rouler des trains sur ses 30.000 kilomètres de voies ferrées non électrifiées. Si l'Inde possède un des réseaux ferroviaires le plus étendu de la planète, plus de 30.000 kilomètres de voies sont non électrifiées. Y circulent donc des trains diesel qui participent aux

émissions de CO2 dans le pays. Les autorités visent la neutralité carbone dans le rail. Pour y arriver, l'accent a été mis sur le train à hydrogène à travers le programme "Hydrogen for heritage". Et avec un peu plus d'un an de retard, Ashwini Vaishnav, le ministre des chemins de fer, annonce "pour bientôt" la mise en service de la pre-

mière rame sur une ligne de 89 kilomètres, entre Jind et Sonapat, au nord du pays, maintenant que la phase de test est achevée. Le train est à l'échelle du pays, géant. Il possède dix voitures, tractés par une locomotive de 1.200 chevaux et embarquera jusqu'à 2.600 passagers par jour. Il de-

viendra donc le plus long train à hydrogène et le plus puissant de la planète, selon le ministre. Pour mener à bien sa stratégie, l'Inde mise pour le moment sur le rétrofitage de trains diesel existants, c'est à dire le passage d'une propulsion thermique à une propulsion électrique avec pile à hydrogène et non pas sur l'achat de matériel neuf.

A terme, 35 rames à hydrogène devraient circuler sur différentes lignes non-électrifiées du pays. Reste à savoir si ce train remplira ses objectifs. Il suffit de se pencher sur l'Allemagne, à la pointe sur ce sujet, pour se rendre compte que la technologie n'est pas encore complètement au point.

NOUVELLE-ZÉLANDE

L'Etat assouplit les règles d'accès à la propriété pour les étrangers

La Nouvelle-Zélande va de nouveau autoriser les étrangers fortunés à acheter des biens immobiliers, annulant partiellement une interdiction qui visait à freiner la flambée des prix dans le pays, selon de nouvelles règles annoncées lundi. Les étrangers qui investissent plus de 5 millions de

dollars néo-zélandais (2,5 millions d'euros) dans le pays sur une période de trois ans pourront acheter ou construire une maison. Les nouvelles règles entreront en vigueur d'ici la fin de l'année. L'interdiction, mise en place en 2018 par le gouvernement de centre-gauche de l'ex-Pre-

mière ministre Jacinda Ardern, visait à maîtriser la hausse des prix de l'immobilier dans ce pays du Pacifique Sud. Cette flambée était attribuée à l'époque à des niveaux d'immigration records et à une pénurie de logements. Les prix de l'immobilier ont chuté ces deux dernières an-

nées, mais l'offre de logement reste limitée et l'accès à la propriété reste hors de portée pour de nombreux Néo-Zélandais. L'isolement de la Nouvelle-Zélande a rendu le pays populaire auprès de certains étrangers ultra-riches en quête de tranquillité.

PAYS-BAS

Cap vers l'hydrogène pour un transport maritime sans émissions

Pour franchir un cap important vers un transport maritime durable, des navires à l'hydrogène ont commencé à naviguer dans la mer du Nord, offrant un aperçu d'un avenir zéro émission pour le transport maritime. Au terminal intérieur d'Alblasserdam, près de Rotterdam, l'équipage du H2 Barge 2 est engagé dans une opération de ravitaillement peu conventionnelle : le chargement de conteneurs remplis d'hydrogène vert, produit à partir d'énergies renouvelables. Contraire-

ment aux navires traditionnels à moteur diesel, ce navire n'émet pas de CO2. « Nos barges peuvent effectuer environ 100 trajets par an et peuvent parcourir 500 kilomètres aller-retour. Cela permet d'économiser 2 000 tonnes métriques de CO2 par an », explique Sara Ravazza, directrice générale de Future Proof Shipping. L'entreprise a débuté son activité en 2017 en tant que cabinet de conseil pour aider les clients à décarboner leurs opérations de transport mari-

time. Déterminés à démontrer qu'il était possible d'atteindre le zéro émissions, ils ont fini par investir dans un vieux navire à moteur diesel et l'ont équipé d'un système de propulsion hydrogène-électricité. H2 Barge 1 a été lancé en 2023, suivi de H2 Barge 2 un an plus tard. « Nos navires ont été équipés d'un moteur électrique et de piles à combustible », explique Tony Virvilis, architecte naval chez Future Proof Shipping. « les piles à combustible sont des dispositifs qui convertissent l'hydrogène en élec-

tricité et en eau. Cette électricité sert à propulser le bateau. » Tout est silencieux, il n'y a pas de vibrations, rien. Le bateau n'émet que de la vapeur d'eau. C'est important pour notre santé et celle des générations futures. » Malgré ce succès, la mise en place à grande échelle reste un défi. L'hydrogène est encore coûteux et il existe actuellement peu de solutions pour rendre le transport maritime écologique compétitif au niveau financier.

BULGARIE

Croissance économique au ralenti

La croissance économique devrait ralentir en 2025 avant de reprendre légèrement en 2026, avec une prévision de 2,4% en 2025 et 2,6% en 2026. L'inflation a augmenté début 2025 en raison du rétablissement des taux normaux de TVA et des ajustements des prix administratifs, mais devrait baisser en 2026. La Bulgarie connaît une instabilité politique, avec des gouvernements de coalition éphémères, ce qui complique la mise en place de réformes nécessaires pour accéder aux fonds européens. La dette publique devrait augmenter, passant de 22,9% du PIB en 2023 à 25% en 2025 et 27% en 2026. Le pays manque de main-d'œuvre qualifiée, ce qui constitue un frein à son développement économique. Cependant, la Bulgarie dépend fortement du charbon et des hydrocarbures pour son électricité, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des prix de l'énergie. Les perspectives économiques de la Bulgarie sont cependant positives, avec des avantages liés à son intégration dans l'économie européenne, notamment : La Bulgarie est entrée dans l'espace Schengen en 2025, ce qui facilitera les échanges commerciaux et la circulation des personnes. Elle devrait bénéficier de fonds européens pour financer des projets de développement et de modernisation

POUR INFILTRER VOS COMPTES

Ce groupe de cybercriminels détourne l'authentification Microsoft

APT29 a encore frappé, sans malware ni faille technique. Cette fois, le groupe s'est contenté de détourner une fonction légitime de Microsoft pour prendre le contrôle de comptes à distance, en misant sur une simple page piégée et un peu d'ingénierie sociale.

En matière de cyberespionnage, APT29 n'en est pas à son coup d'essai. Connue pour ses attaques discrètes et patientes, cette entité liée aux services de renseignement extérieur russes (SVR) s'est récemment appuyée sur le flux d'authentification par code de Microsoft pour faire valider l'ajout d'un appareil qu'elle contrôle, dans l'intention d'accéder aux services associés au compte ciblé. Amazon, qui surveillait de près l'activité du groupe, affirme avoir identifié la campagne suffisamment tôt pour la perturber, en coordination avec Cloudflare et Microsoft.

Un détournement subtil du flux de connexion Microsoft

Dans les grandes lignes, la campagne s'appuyait sur un réseau de sites légitimes compromis, modifiés à la marge pour embarquer un script JavaScript offusqué. L'objectif consistait à rediriger environ 10 % des visiteurs vers des domaines malveillants, où s'affichait une fausse page de vérification Cloudflare, visuellement identique à celles que l'on croise parfois lorsqu'un site veut s'assurer qu'un internaute n'est pas un robot. Sauf qu'ici, le CAPTCHA classique avait été remplacé par un champ à compléter avec une adresse mail valide. En confirmant l'opération, la victime initiait alors un vrai flux d'authentification Microsoft – un mécanisme prévu pour connecter un appareil distant via Entra ID, sans saisie de mot de passe. Or, dans ce cas précis, la demande ne concernait pas son propre appareil... mais celui de l'attaquant. Et voilà comment, en suivant une procédure a priori familière,



la victime autorisait l'accès à son compte depuis une machine distante sans s'en apercevoir. Évidemment, pour rester discret, le dispositif reposait sur plusieurs techniques d'évasion : encodage base64 pour masquer le script, cookies pour éviter les redirections répétées, infrastructure capable de pivoter rapidement en cas de blocage de domaine. Selon Amazon, les domaines piégés utilisés par APT29 étaient hébergés sur une infrastructure partiellement déployée sur AWS, ce qui a permis à l'entreprise d'en identifier certains et d'intervenir rapidement. Les machines virtuelles concernées ont également été isolées, avant que le groupe ne migre vers d'autres hébergeurs cloud pour tenter de relancer sa campagne, dé-

laissant les redirections JavaScript au profit de redirections côté serveur, plus difficiles à détecter.

Mieux comprendre ces attaques pour mieux s'en protéger

Ce n'est pas la première fois qu'APT29 est pris la main dans le sac, à exploiter des services cloud à des fins d'espionnage. En octobre 2024 déjà, Microsoft avait alerté sur une vaste campagne reposant sur une série de faux domaines AWS et l'envoi de fichiers RDP piégés, conçus pour inciter les cibles à établir une connexion vers une infrastructure distante sous contrôle. Plus récemment, en juin 2025, Google et Citizen Labs avaient documenté une nou-

velle opération exploitant les mots de passe d'application de Gmail pour cibler notamment des chercheurs et des experts en géopolitique, dont le Britannique Keir Giles, régulièrement critiqué par le Kremlin.

Dans tous les cas, les campagnes reposaient moins sur des vulnérabilités techniques que sur le détournement de fonctionnalités parfaitement légitimes, habilement mises en scène à travers des scénarios d'ingénierie sociale poussés. Pour éviter de tomber dans le piège, il est essentiel d'activer l'authentification multi-facteur (MFA) sur tous les services sensibles, mais aussi de prêter attention à chaque étape d'une connexion multiappareils, en particulier lorsqu'elle est initiée depuis une page ou un contexte inattendu. Vérifier l'origine de la demande, contrôler l'URL, s'assurer que l'action est bien déclenchée par l'utilisateur ou l'utilisatrice – et non imposée depuis l'extérieur – reste le meilleur moyen de se prémunir contre ce type de manipulation.

Certaines variantes reposent par ailleurs sur la technique dite ClickFix, qui pousse les internautes à copier-coller des commandes système via l'invite Exécuter (Win+R). Là aussi, méfiance absolue face à tout message ou page web vous demandant ce type d'action manuelle sans justification claire.

Côté administrateurs, il est conseillé de restreindre les flux d'authentification non essentiels, de surveiller les événements liés à l'autorisation de nouveaux appareils, et d'appliquer des politiques d'accès conditionnel strictes. Un bon suivi des logs d'accès et une détection comportementale peuvent aussi permettre d'identifier rapidement une tentative d'abus.

GEMINI CONSOMME-T-IL AUTANT QU'ON LE CROIT ?

Google livre ses chiffres

Combien coûtent vraiment à la planète nos échanges avec Gemini, l'assistant de Google ? Cela tombe bien, l'entreprise a voulu répondre à cette épineuse question, en publiant ses propres chiffres. Des données à prendre avec des pincettes, car, comme vous allez vite vous en rendre compte, le diable, comme souvent, se cache dans les détails. Surtout ceux que l'on ne montre pas. Depuis l'essor des assistants par IA se pose nécessairement la question du fardeau qu'ils font peser sur notre planète ; « crise environnementale » par ici, « aberration écologique » par là. Cette technologie est gourmande et énergivore ; les faits sont avérés (les estimations de Greenly à propos d'OpenAI sont très parlantes), même si l'efficacité des modèles d'IA s'est largement amélioré depuis leur genèse. La carte « écologie » fait donc partie du deck des géants de l'IA, dont Google, qui se devait de répondre à cette inquiétude : l'accroissement de l'usage des assistants IA risquerait-il d'annuler les progrès accomplis dans d'autres secteurs (véhicules électriques, industrie, énergies renouvelables) ? C'est pourquoi, le

mois dernier, l'entreprise a publié son rapport sur la plateforme arXiv à propos de la consommation énergétique de Gemini. Alors, le chatbot de la firme de Mountain View est-il un ogre ou s'est-il mis au régime ?

Google jure que Gemini ne pompe presque rien

Ainsi, elle a présenté son calcul de manière très pédagogique : une requête textuelle à Gemini moyenne consommerait 0,24 Wh d'énergie, rejeterait 0,03 g de CO₂ et nécessiterait 0,26 millilitre d'eau pour le refroidissement des serveurs. Google s'est même targué d'une petite comparaison : chaque requête reviendrait à moins de neuf secondes passées devant la télévision. L'entreprise a bien évidemment souhaité mettre en avant les progrès qu'elle a accompli. Selon son rapport, l'empreinte carbone totale de Gemini aurait chuté de « quarante-quatre fois » en un an. Un chiffre, à première vue, prodigieux, assorti de la promesse de réduire aussi la consommation d'eau utilisée pour refroidir les serveurs de ses centres de données. Un enjeu tout aussi brûlant que ces derniers

dans les régions où les nappes phréatiques souffrent de stress hydrique régulièrement. Grattons un peu sous cette jolie surface verte : à l'échelle d'un utilisateur, une requête, n'est effectivement pas très gourmande. Mais lorsque l'on sait que Gemini est utilisé activement par 47 millions de personnes (chiffres de 2025), les chiffres s'envolent. On peut, de plus supposer, que la plupart des usagers ne vont pas se contenter d'une seule requête lorsqu'ils feront usage du chatbot. Seconde couche qui vient après ce premier grattage : ces calculs ne reflètent finalement qu'une très maigre partie de la réalité. Quid de l'entraînement du modèle, période pendant laquelle des milliers de GPU tournent à plein régime durant des semaines ? Des mises à jour constantes pour maintenir la qualité du service ? Ou encore de la fabrication et de la maintenance des infrastructures physiques (data centers) nécessaires pour que Gemini fonctionne correctement ? Si Google veut bien nous parler de l'arbre, c'est qu'elle sait pertinemment qu'une immense forêt est planquée derrière.

Les data-centers, l'arrière-boutique de l'illusion verte

Le rapport de Google ne se focalise qu'à un instant T : la consommation d'une requête textuelle. Comme expliqué précédemment, Gemini a dû être entraîné pendant de longs mois, avec une dépense énergétique équivalente à celle d'une petite ville. Ensuite, le modèle doit être sans cesse mis à jour, corrigé, enrichi et décliné dans de nouveaux usages (Android Auto, Google Home, Maps, génération d'images et de vidéos). Tout cela grâce à ces fameux data centers, qui tournent sans relâche jour et nuit. Leur consommation explose : selon le MIT, les centres nord-américains sont passés de 2 688 Mw en 2022 à 5 341 Mw en 2023. En un an, c'est le double (ou presque), et c'est largement imputable à la montée en puissance de l'IA. Le MIT nous alertait déjà dès 2024 dans son rapport (The Climate and Sustainability Implications of Generative AI). Son auteur principal, Norman Bashir, chercheur au CSAIL

(MIT Computer Science and Artificial Intelligence Laboratory), prévenait : « Le rythme auquel les entreprises construisent de nouveaux data centers rend impossible un approvisionnement durable. La plupart de l'électricité nécessaire devra provenir de centrales à combustibles fossiles ». L'écosystème IA tient grâce à une ossature carbonée, que peine difficilement à recouvrir la façade verte que Google essaye de mettre en avant. En ramenant chaque requête Gemini à l'équivalent de quelques secondes de télévision, Google joue une carte pédagogique, mais aussi très réductrice. Le danger est d'installer dans l'opinion une fausse perception : celle d'une technologie « légère », alors que son empreinte repose sur une infrastructure mondiale qui croît à un rythme insoutenable. Faire passer l'IA pour une tech propre comme le fait Google ici, c'est comme juger l'impact climatique d'un avion en ne comptant que le moment où son train touche le tarmac : un épouvantail finalement assez grossier.

UNIQUEMENT DEUX PLACES ET TOTALEMENT ÉLECTRIQUE

Cette mini-citadine espère concurrencer la future Renault Twingo

Enfin Smart officialise le retour d'un modèle à deux places électrique ultra-compact, baptisé Smart #2, attendu fin 2026. Ce projet mené en partenariat avec Geely et conçu pour ressusciter l'ADN original de la Fortwo, devrait entrer en concurrence avec la Renault Twingo et la futur VW ID.1. Un format qui devrait être prisé par les citadins à la recherche d'une mobilité électrique de faible encombrement mais la Smart #2 sera confronté à de multiples défis économiques et techniques.

Annoncé en amont du salon IAA Mobility 2025, la Smart #2 marque le grand retour de la marque sur le segment A, celui des mini-citadines, vingt-sept ans après l'arrivée de la Fortwo originelle. La nouvelle plateforme, conçue spécialement pour ce projet (Electric Compact Architecture, ECA), est censé représenter la volonté stratégique de Smart de maintenir une offre de citadine minimaliste dans un contexte industriel et économique défavorable.

En effet, après avoir multiplié les SUV électriques plus familiaux (#1 de 4,27 m, #3 de 4,40 m, #5 de 4,70 m), Smart revient à l'essentiel de ce qui a fait son succès : la #2 reprend la recette originelle avec un gabarit ultra-compact, une architecture biplace et un coffre limité. Les premières images suggèrent que la longueur du véhicule restera inférieure aux 3 mètres, même si aucun chiffre officiel n'a encore filtré. Les équipes de Mercedes-Benz assurent la conception du design, tandis que la production sera réalisée en Chine par Geely, à l'instar de tous les récents modèles de la marque.

Smart #2, une citadine électrique dédiée à l'Europe, mais produite en Chine

La Smart #2 vise en priorité les métropoles européennes. Ce choix implique cependant des arbitrages industriels. En effet, la production en Chine expose la #2 aux surtaxes européennes sur les véhicules électriques importés, avec un



impact direct sur le prix de vente : la marque a récemment augmenté les tarifs du #1 et du #3 de 2 000 €, conséquence directe des droits de douane (+18,8 %). De plus, le #2 ne sera pas éligible aux aides à l'achat du bonus écologique en France. Sur le plan technique, le constructeur n'a pour l'instant communiqué aucun détail d'autonomie, de puissance ou de capacité batterie. Toutefois, Dirk Adelman, CEO de Smart Europe, a confirmé l'objectif d'une homologation EuroNCAP de minimum 4 étoiles, une dotation poussée en assistants à la

conduite et une autonomie jugée « décente » dans la catégorie. Les équipes affirment avoir refusé de retravaillé des plateformes existantes de chez Mercedes ou Geely pour atteindre le format cible, d'où le développement d'une structure spécifique (ECA). Un choix surprenant puisque les standards de sécurité, d'émissions et de protection des données exigés aujourd'hui en Europe rendent le projet complexe et coûteux à rentabiliser.

Un contexte économique et concurrentiel pas facile

La renaissance de la #2 correspondrait à un retour sur un marché (citadines du segment A) délaissé par les constructeurs historiques, confrontés à la flambée des coûts de production : Peugeot (108) et Citroën (C1) ont quitté le segment, tandis que Renault s'apprête à lancer une nouvelle Twingo électrique à moins de 20 000 € hors bonus. Dacia devrait aussi remplacer la Spring par une version adaptée de la Twingo et Volkswagen prépare l'ID1. Le challenge de la rentabilité a d'ailleurs longtemps retardé la décision de projet, Smart ayant cherché des synergies pour amortir le coût du #2, mais le communiqué de mentionne pas de partenariat. La dernière Fortwo, arrêtée en mars 2024 après 27 ans et 100 000 exemplaires annuels à son apogée, reposait déjà sur des bases conjointes avec Renault et la Twingo 3. Depuis la joint-venture à parité entre Mercedes-Benz et Geely en 2019, tous les modèles sont conçus entre l'Europe et la Chine et produits chez Geely.

Actuellement, la marque peine à retrouver des volumes : de janvier à juillet 2025, Smart a vu ses ventes européennes chuter de 59 % à 6 983 unités seulement. À titre de comparaison, la Fortwo s'est écoulée à plus de 33 000 exemplaires par an lors de ses belles années. La présentation mondiale est attendue fin 2026, avec un calendrier qui prévoit un nouveau modèle Smart par an sur le marché européen. La #2 sera la première de cette nouvelle trilogie.

AUCUNE IMMATRICULATION LE JOUR LE PLUS CRUCIAL DE L'ANNÉE

Jaguar Land Rover paralysé par un bug informatique

Mauvais timing pour Jaguar Land Rover : un incident de sécurité informatique a paralysé son système ce 1er septembre, la journée la plus importante du marché britannique de l'automobile. Résultat : aucune voiture enregistrée, alors que ce rendez-vous concentre traditionnellement une grosse part des immatriculations annuelles.

Chaque 1er septembre, le Royaume-Uni change son système d'immatriculation. La plaque utilisée depuis un an évolue et bascule vers une nouvelle combinaison. Cette année, place à la série "75". En effet, les acheteurs attendent souvent ce moment précis pour s'offrir un véhicule neuf. L'immatriculation reflète immédiatement l'année du modèle. Et donc ça joue aussi sur la valeur de revente. Conséquence : le "new plate day" concentre une grosse part des ventes de l'année. Rater ce jour-là, c'est se priver d'une belle journée pour le chiffre d'affaires. Et c'est précisément ce qui est arrivé à Jaguar Land Rover, incapable d'enregistrer la moindre



voiture ce 1er septembre 2025.

Un incident informatique au pire moment

En cause : un problème informatique. Plus exactement, un incident de sécurité qui a touché JLR à l'échelle mondiale. Le constructeur n'a pas donné de détails tech-

niques, mais sa maison mère Tata a confirmé l'existence d'un problème majeur de cybersécurité. Dans les concessions, le constat était le même partout. "Nous n'avons enregistré aucune voiture hier", confiait un distributeur britannique à nos confrères anglais d'Autocar. Si les showrooms sont

restés ouverts, les ventes ne pouvaient pas être validées administrativement. Un scénario cauchemardesque pour une marque qui cherche à redorer son image et à relancer ses ventes. Surtout quand on sait qu'en France par exemple, JLR vend désormais moins que Cadillac ou Ferrari !

Une journée qui sert de baromètre

JLR assure travailler "à toute vitesse" pour rétablir ses systèmes, mais sans calendrier précis. Alors cyberattaque ou simple faille de sécurité interne ?

Une chose est sûre, c'est que l'incident illustre la dépendance totale des constructeurs, et de manière générale de toutes les entreprises, à leur système informatique. Pour Jaguar Land Rover, c'est surtout un sacré coup de malchance : l'incident survient le jour le plus scruté du calendrier automobile britannique, celui où les chiffres d'immatriculations servent de baromètre de santé pour tout le marché.

Au moment même où il fallait démontrer force et fiabilité, la marque s'est retrouvée paralysée. Même si Land Rover est en pleine forme depuis plusieurs trimestres, avec Jaguar qui est en pleine transition c'est beaucoup plus difficile. Un raté qu'elle n'avait certainement pas prévu dans son agenda.

Mots fléchés

Film de Disney	Chiche	Réservoir	Quantitateur restrictif	Mets en morceaux	Détruire par le feu	Sucre simple
Boisson gauloise	Roue à gorge	Personnes âgées	Possessif	Successivement		Délavée
				Singularités		
Propulseurs					Untrien-nium	
Lumières irradiées d'un corps céleste					Contraire de cursive	
			Refuge Il y a celle des champs, du paradis			Portées aux nues
Affluent du Danube	Futur aspirant		Préfecture du Val-de-Marne			
	Marquée					
		Eau-de-vie		Arrose Turin		
		Jeu de pions		Exavolt		
Hébergée			Un ria du Morbihan			Pronom personnel
Pied d'enfant			Pièces de vaisselle			
			Déchiffrées	Esquivée		
				Véridiques		
Négation		En ce cas			Auteur de Le rouge et le noir	Archives télé-visuelles
Balle imprenable						Mâchoires de métal
		Insecte noir		Dépôts dans des conduits		
		Grande pauvreté		Native		
Quadri-latères	Exhibent					Berges
	Sous-préfecture du Puy-de-Dôme					
			Général confédéré		Affluent du Rhin	
			Exclamation pour encourager		Tantale	
N'admets pas la réalité			S'aventurent			Personnage de Brecht (Arturo)
Récif dangereux			Rural			Placées
		Aluminium		Radio numérique	Le roi des loufoques	Surface inclinée d'un relief
		Note de musique				
Apostil-ler				Électron électriquement chargé		Grain de chapelet
Commune normande						Deux romain
	Train express		Nigaudes			
	Osseuse					
Pièce aux échecs		Aurochs	Tenancier			Protection
			Mondain			
Mesureront la densité d'un liquide	Faux marbres			Titane	Tante de Bambi	Agence spatiale européenne
	Bouleversé					Humour
				Il peut être concluant		
				Giga-siemens		
Lettre grecque		Écarté				Sur une plaque miné-ralogique des Pays-Bas
Passage presque sec						
		Autre nom de Geb		Chose méprisable		

PÉTROLE

Le Brent à 69,38 dollars

Les cours du pétrole montent nettement mardi, portés par le risque géopolitique et les inquiétudes relatives à l'approvisionnement en or noir. Vers 10h50, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 1,80% à 69,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, gagnait 2,94% à 65,89 dollars, un bond encore plus important qui s'explique par l'activité très faible de la veille sur le marché américain en raison du jour férié aux Etats-Unis.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 3 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le ministre Baddari s'enquiert des travaux d'aménagement à l'USTHB

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a inspecté, mardi, les travaux d'aménagement en cours à l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene de Bab Ezzouar (USTHB), relevant la nécessité de préserver son cachet architectural singulier, a indiqué un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Baddari a souligné "l'importance de préserver le cachet architectural singulier de ce joyau, conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, et qui fait partie intégrante du patrimoine architectural national", précise le communiqué. L'USTHB est la plus grande université du pays en superficie, s'étendant sur 138 hectares, rappelle le communiqué.

GESTION DES RISQUES LIÉS À LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La Banque d'Algérie organise une journée de formation

La Banque d'Algérie a organisé, en collaboration avec l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), une journée de formation portant sur la thématique du "renforcement de la gestion des risques liés à la criminalité financière", a-t-elle indiqué mardi dans un communiqué. Organisée lundi, cette formation a eu notamment pour objectif, "d'approfondir la compréhension et l'évaluation des risques par les institutions assujetties, conformément à l'approche fondée sur les risques ainsi que les notions de mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, la lutte contre le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive", a précisé la même source. La rencontre a favorisé des échanges "fructueux, en renforçant la coordination et le partage d'expertise et les discussions ont mis en lumière l'importance d'une approche proactive pour identifier et atténuer les risques, tout en consolidant les mécanismes de contrôle interne des institutions assujetties", ajoute le communiqué. Cette journée d'étude entre dans le cadre d'une série de formations organisées par la Banque d'Algérie, au profit des banques, des établissements financiers et les services financiers d'Algérie Poste, axées sur "la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive", explique le document. La Banque d'Algérie et l'ABEF prévoient de poursuivre ce cycle de formations pour accompagner les institutions assujetties dans l'application des meilleures pratiques internationales, a conclu le communiqué.

IMPORTATION DE 10 000 NOUVEAUX BUS

Les procédures arrêtées par le gouvernement

Par Z R.

Dans le sillage des décisions stratégiques du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement des services publics et de l'amélioration des conditions de mobilité des citoyens, le Premier ministre par intérim, Sifi Ghrieb, a présidé hier, au Palais du gouvernement, une réunion consacrée au lancement effectif de l'opération d'importation de 10.000 nouveaux bus de transport de voyageurs. « Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de Monsieur le Président de la République, issues de la réunion qu'il a présidée le 26 août 2025 et portant sur l'importation immédiate de 10.000 nouveaux bus destinés au transport des voyageurs en remplacement des anciens, le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé ce mardi 2 septembre 2025, au

Palais du gouvernement, une réunion consacrée à la définition des procédures et conditions finales pour le lancement effectif de cette opération, notamment en matière d'importation-fabrication, de commercialisation et de financement», a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Cette décision d'importation de 10 000 bus neufs, annoncée à l'issue de la réunion présidée par le Chef de l'État le 26 août dernier, vise à remplacer le parc de bus vétustes qui constitue depuis plusieurs années un handicap majeur pour le transport collectif, notamment en milieu urbain et suburbain. L'objectif affiché est double : moderniser l'offre de transport public et garantir davantage de sécurité, de confort et de fiabilité aux usagers. Par ailleurs, lors de cette réunion, le Premier ministre par intérim a passé en revue, avec les départements concernés, les procédures et conditions

finales devant encadrer la mise en œuvre de cette opération. Le processus englobe les aspects liés à l'importation et à l'intégration industrielle, à la commercialisation, ainsi qu'aux mécanismes de financement. Étaient représentés à cette réunion les secteurs de la Défense nationale, de l'Industrie, des Transports, ainsi que de l'Économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises. Au-delà de l'importation, le gouvernement entend inscrire cette initiative dans une dynamique industrielle, en privilégiant l'option du montage local afin de créer de la valeur ajoutée et des opportunités d'emploi. Cette orientation est conforme à la vision du Président Tebboune, qui prône le développement de filières industrielles nationales et la réduction de la dépendance exclusive vis-à-vis de l'étranger.

GESTION DE L'INCUBATEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BATNA-1

Développement d'une plateforme numérique

Une plateforme numérique a été développée pour gérer l'incubateur de l'université Hadj-Lakhdar (Batna-1), a déclaré, mardi la directrice de cet incubateur et coordinatrice nationale des pôles d'intelligence artificielle (IA), le Dr Imane Benmakhlouf. La même responsable, également membre de la Commission nationale de coordination et

de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, a précisé que cette plateforme, « première du genre au niveau national », opérationnelle en « octobre prochain », exécutera « toutes les tâches administratives de l'incubateur, à savoir la gestion, le suivi et l'enregistrement des porteurs de projets qui y sont inscrits et qui seront assistés et orien-

tés. ». La plateforme prendra également en charge les phases qui succéderont à l'incubation des projets innovants, y compris la mise en relation des porteurs de projets avec l'environnement économique. Tous ces efforts s'inscrivent « dans le cadre de la stratégie nationale visant à intégrer la transformation numérique et l'utilisation de l'IA, à créer des start-

ups et à promouvoir et accompagner les projets innovants », selon la même source. Mme Benmakhlouf a également indiqué, dans ce contexte, que l'incubateur de l'université de Batna-1 a obtenu, jusqu'à présent, 38 labels de projets innovants, dont la plupart sont liés aux services, notamment des applications et des plateformes numériques.

SYSTÈME NATIONAL DE RÉGLEMENTATION PHARMACEUTIQUE

Réunion technique de travail entre les secteurs de l'Industrie pharmaceutique et de la Santé

Une réunion technique de travail a été tenue, mardi, entre les ministères de l'Industrie pharmaceutique et de la Santé, consacrée au suivi de l'avancement des travaux de l'atelier national d'évaluation du système national de réglementation pharmaceutique, en vue de l'obtention de la certification internationale de niveau de Maturité 3 (ML3), en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette réunion de coordination, qui s'est déroulée au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique, a été coprésidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, et le ministre de la Santé, Abdelhak

Saihi. Les deux ministres ont souligné l'importance de cette évaluation qui permettra d'obtenir la certification de l'OMS, à même de renforcer la compétitivité du produit local sur les marchés internationaux. L'obtention de la certification "ML3" garantirait à l'industrie pharmaceutique l'accès aux marchés internationaux, en facilitant le processus d'enregistrement et d'échange des médicaments produits localement, au niveau mondial, a affirmé M. Kouidri. Pour le ministre, l'adoption du niveau de maturité 3, sous la supervision de l'OMS, renforcera la sécurité et l'efficacité des médicaments produits localement, tout en ouvrant davantage de

perspectives pour les investissements étrangers dans le domaine de la fabrication des médicaments et des vaccins. De son côté, M. Saihi a assuré que ses services veillent à finaliser toutes les procédures juridiques et techniques pour accélérer les travaux de cet atelier et atteindre le niveau de maturité 3. Il a précisé que ses services ont mobilisé tous les moyens humains et techniques pour l'obtention de ce classement international, d'autant plus que la demande africaine sur les médicaments algériens est en hausse, compte tenu de leur efficacité et de leur qualité.

MAWLID ENNABAOU/ RISQUES DE L'UTILISATION DES PRODUITS PYROTECHNIQUES

La Protection civile lance une campagne de sensibilisation

La Direction générale de la Protection civile, a lancé ce mardi, une campagne de sensibilisation de proximité sur les risques de l'utilisation des produits pyrotechniques et des bougies, en prévision du Mawlid Ennabawi Echarrif, indique un communiqué de cette institution. Cette campagne, qui porte sur les différents risques générés par l'utilisation des produits pyrotechniques et des bougies, sera accentuée sur "la sensibilisation de la

frange la plus vulnérable, à savoir les enfants" et ce, à travers le prêche du vendredi et au niveau des places publiques, en privilégiant les réseaux sociaux et les différents médias, précise le communiqué. Dans ce contexte, la Protection civile invite également les parents à expliquer aux enfants les dangers de ces produits prohibés, tels que "le risque d'explosion dans la main, brûlure des yeux, perte définitive de l'audition, amputations, inflammation des vêtements, début d'incendie". Cette cam-

pagne vise, également, à rappeler aux usagers des produits pyrotechniques qu'il est strictement interdit de les projeter sur les personnes, sur les voitures, les stations d'essence et les habitations, notamment près des hôpitaux et centres de soin. Par ailleurs, "la manipulation des bougies et cierges, doit tenir compte des consignes de sécurité", qui consistent à les placer sur des supports stables et non inflammables et loin des tentures et des meubles, afin d'éviter les incendies, note le communi-

qué. "Les manipulations des bougies et cierges doivent se faire exclusivement par les adultes", insiste la Protection civile, soulignant que ces articles, ainsi que les allumettes et les briquets doivent être gardés hors de portée des enfants. Le numéro de secours 14, ainsi que le numéro vert 1021 sont mis à la disposition des citoyens en cas d'accident ou d'incendie, rappelle la Protection civile, notant l'importance de préciser, lors de l'appel, la nature du risque et l'adresse exacte.